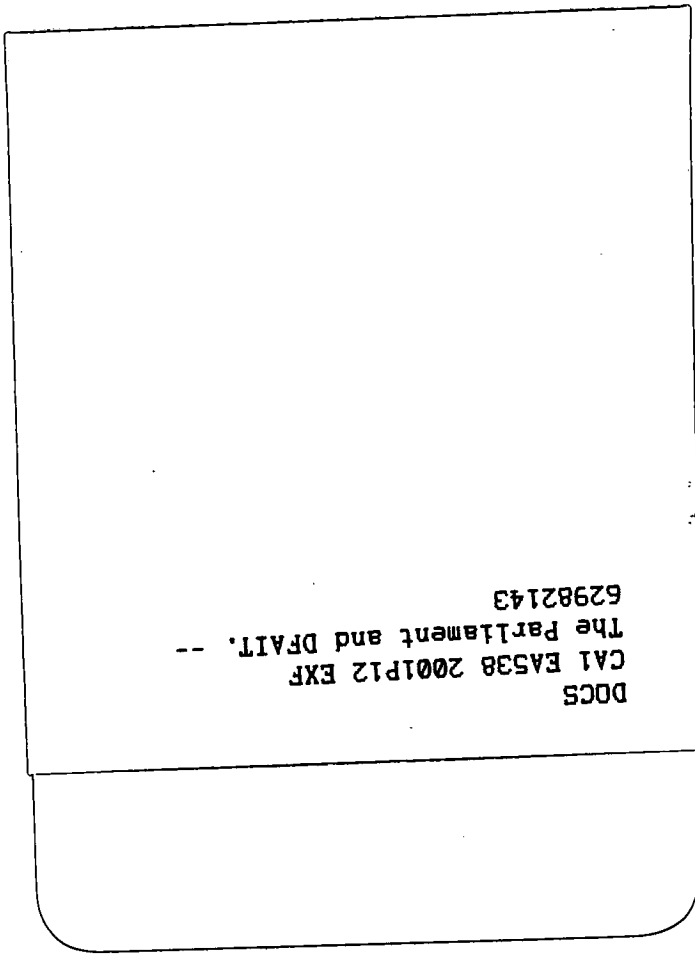




Le Parlement et le MAECI

Janvier 2001

Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des
affaires parlementaires
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international



"Le Parlement et le MAECI" a été préparé par la Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des affaires parlementaires (DCL), MAECI et nous aimerions remercier le ministère des Ressources naturelles du Canada pour nous avoir permis d'utiliser son module sur les affaires parlementaires comme modèle.



TABLE DES MATIÈRES

1. PÉRIODE DES QUESTIONS
 - ▶ Qu'est-ce que la période des questions ?
 - ▶ La Chambre - Pratiques
 - ▶ Période des questions - Principes de travail
 - ▶ La Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des affaires parlementaires
 - ▶ Anticiper les enjeux
 - ▶ Période des questions au Sénat
2. L'ABC DE BONNES Q&R
 - ▶ Les Q&R
 - ▶ Présentation des Q&R
 - ▶ Exemples
3. DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS
 - ▶ Qu'est-ce qu'une déclaration de député?
4. DÉBATS SUR LA MOTION D'AJOURNEMENT
 - ▶ Qu'est-ce qu'un débat sur la motion d'ajournement?
5. DÉPÔT DE DOCUMENTS
 - ▶ Qu'est-ce que le dépôt de documents?
6. JOURNÉES DE L'OPPOSITION
 - ▶ Qu'est-ce qu'une journée de l'opposition?
7. COMITÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES ET DU SÉNAT
 - ▶ Que sont les comités de la Chambre des communes et du Sénat?
 - ▶ Différents types de comités
 - ▶ Pouvoirs des comités
 - ▶ Le MAECI et les comités de la Chambre et du Sénat
8. ANNEXE
 - ▶ Ouverture de la 37^e législature
 - ▶ Calendrier des séances de la Chambre des communes
 - ▶ Affaires courantes de la Chambre
 - ▶ Liste des comités permanents
 - ▶ Cabinet fantôme et porte-parole de l'Alliance
 - ▶ Cabinet fantôme et porte-parole du BQ, NPD, et PC
 - ▶ Disposition des pièces des comités du Sénat et de la Chambre des communes
 - ▶ Personnel de la Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des affaires parlementaires

1. PÉRIODE DES QUESTIONS



Qu'est-ce que la période des questions?

Une occasion quotidienne pour l'Opposition d'interroger le gouvernement sur les affaires publiques. Les questions doivent être posées aux ministres et portent normalement sur des affaires urgentes.

Du lundi au jeudi :	14 h 15 - 15 h
Le vendredi :	11 h 15 - 12 h

- Télédiffusion nationale dans les deux langues officielles
- Suivie de près par les médias
- Très politisée



La Chambre - Pratiques

- Le Président a une liste de 20 à 25 questions
- 4 partis de l'opposition rivalisent pour faire la manchette
- Le processus :



Alliance canadienne

Question principale :

- 2 questions supplémentaires

Question 2 :

- 1 question supplémentaire



Bloc Québécois

Question 3 :

- 1 question supplémentaire

Question 4 :

- 1 question supplémentaire



Nouveau Parti démocratique

Question 5 :

- 1 question supplémentaire



Parti progressiste-conservateur

Question 6 :

- 1 question supplémentaire

- Normalement, les questions sont réparties comme suit :



7-8 questions



7-8 questions



3-4 questions



3-4 questions



1-2 questions

- L'intervenant a 2 minutes au maximum



Le ministre doit limiter sa réponse à
30 secondes -
(2-3 courtes phrases ou 1-2 points
tirés des Q&R)



Période des questions - Principes de travail

- Les demandes de Q&R faites par la Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des affaires parlementaires (DCL) ont été discutées avec le cabinet du ministre et approuvées par lui.
- Les Q&R sont utilisées pour les affaires parlementaires et par le Service des relations avec les médias.
- Les directions ont procédé à des consultations à l'interne pour s'assurer de couvrir entièrement le sujet.
- Les directions alerteront la Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des affaires parlementaires (DCL) si elles prévoient de ne pouvoir préparer une note en temps opportun. Si une série complète de Q&R ne peut être préparée, DCL déterminera avec la direction concernée l'information à communiquer au ministre pour le cas où une question lui serait posée en Chambre.
- Les Q&R doivent être prêtes au plus tard à 11 h du lundi au jeudi, et à 10 h le vendredi.
- Des représentants des directions seront disponibles de 11 h à 15 h du lundi au jeudi et de 10 h à 13 h le vendredi pour répondre à toute question ou clarifier certains éléments des Q&R.
- Les directions anticipent les sujets (y compris les développements prochains) et préparent des Q&R à l'avance.
- Des Q&R sont requises tous les jours que la Chambre siège, que le ministre soit ou non en Chambre ou que son secrétaire parlementaire ou un autre ministre réponde en son nom.
- Des Q&R sont aussi nécessaires dans d'autres occasions puisque le ministre est toujours susceptible d'être interrogé sur des sujets qui concernent son ministère. De plus, le Service des relations avec les médias est appelé, 365 jours par année, à répondre à des questions au nom du ministère et du ministre.
- Au besoin, les Q&R sont transmises au BCP et à d'autres ministères.



La Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des affaires parlementaires

AVANT LA PQ

- Faire une revue de presse quotidienne.
- Consulter le cabinet du ministre au sujet des Q&R requises.
- Conseiller les rédacteurs sur la présentation, le style et le contenu des Q&R.
- Revoir les Q&R en consultation avec le cabinet du ministre.
- Faire la liaison avec le Bureau du Conseil Privé lorsqu'il faut préparer des Q&R pour le premier ministre, le vice-premier ministre et le leader du gouvernement au Sénat.

DURANT LA PQ

- Être disponible pour répondre aux demandes de dernière minute du cabinet du ministre.
- Noter les questions et les intervenants, et faire rapport.

APRÈS LA PQ

- Distribuer un rapport sur les sujets abordés durant la période des questions, qui ont un impact sur le portefeuille du ministre.
- Fournir de l'information additionnelle au ministre, assurer le suivi des questions en suspens et demander des Q&R à jour selon que de besoin.
- Suivre les nouvelles diffusées dans la soirée.



Danger, conflit, dimension humaine

Médias

Conflits armés

Coups d'État

Accidents (écrasements d'avion, séismes)

Élections

Conférences internationales

Visites d'officiels étrangers

Visites d'officiels canadiens

Fuites de documents

Nominations

Demandes d'accès à l'information

Déclarations d'experts

Grandes questions de politique

Communiqués de presse



Questions orales

Une occasion quotidienne pour les sénateurs de poser des questions au leader du gouvernement au Sénat (l'honorable sénatrice Carstairs) sur les affaires publiques.

Du mardi au jeudi : 14 h 45 - 15 h 15

- **Le BCP est chargé de préparer le leader du gouvernement au Sénat pour la PQ.**
- **S'il n'est pas possible de répondre immédiatement à une question orale, le leader du gouvernement au Sénat peut prendre note de la question. Les ministères responsables devront préparer une réponse.**

Exemple de question posée durant la période de questions

27 juin 2000 - Sommet des Amériques 2000-2001 - Invitation du président cubain.

L'hon. Marcel Prud'homme : Honorables sénateurs, il y a quelque temps, j'ai demandé au Ministre si le gouvernement du Canada envisageait prendre l'initiative de procéder à la reconnaissance de la Corée du Nord. Je n'ai toujours pas eu de réponse et j'aimerais en obtenir une prochainement.

Ma question d'aujourd'hui porte sur un événement important. Comme nous le savons, le Sommet des Amériques se tiendra dans la ville historique de Québec au printemps de 2001. Je crois comprendre, et je regretterais d'en apprendre la confirmation, que le gouvernement hôte, en l'occurrence le Canada, n'a pas à ce jour jugé opportun d'inviter le président cubain, Fidel Castro. Le Ministre aurait-il l'obligeance d'indiquer à son collègue qu'un certain nombre de sénateurs sont assurément d'avis que le président cubain devrait recevoir une invitation à cet important rendez-vous, et qu'il serait tout à fait impensable pour celui-ci de ne pas être invité. Il incombe au pays hôte de transmettre les invitations. Étant donné qu'il s'agit dans ce cas-ci du Canada, il lui revient donc d'inviter le président Castro.

Mes deux questions sont liées puisqu'elles concernent toutes deux la politique internationale. Quand cesserons-nous de suivre les autres, et quand prendrons-nous l'initiative de reconnaître la Corée du Nord? J'aimerais en premier lieu obtenir une réponse, et en second lieu demander au Ministre s'il est possible de communiquer cet urgent message concernant l'invitation au Sommet des Amériques, qui se tiendra à Québec en 2001, et dont le premier ministre du Canada sera l'hôte officiel.

L'hon. J. Bernard Boudreau (leader du gouvernement) : Honorables sénateurs, je transmettrai cette requête, ainsi que la question qui l'accompagne la présence du président Castro. Je m'excuse de ne pas avoir encore répondu à la question touchant la reconnaissance de la Corée du Nord. Je m'engage à faire de mon mieux pour que des réponses à ces deux questions soient fournies avant la pause à venir de jeudi de cette semaine.

Exemple d'une réponse posée durant la période de question

Le Sommet des Amériques 2000-2001-Invitation au président de Cuba

(Réponse à la question posée par l'honorable Marcel Prud'homme le 27 juin 2000)

Le Sommet des Amériques est un processus guidé par des décisions des membres adoptés par consensus. Les pays de cet hémisphère ont adhéré ensemble à une position selon laquelle Cuba est exclue de toute participation au processus du Sommet, jusqu'à ce que le gouvernement cubain démontre qu'il accepte les principes et les normes démocratiques respectant les droits de la personne.

Le comportement politique du gouvernement cubain, depuis le début de l'année 1999 - en particulier son renforcement idéologique, le harcèlement qu'il exerce à l'égard des activistes politiques et son manque de progrès dans le domaine des droits fondamentaux tels que la liberté d'expression - est contraire à un processus visant la démocratie et l'intégration économique.

Le Canada soutient ce consensus hémisphérique. En fait, un des résultats de l'examen de notre politique à l'égard de Cuba, que nous avons effectué l'an dernier, était de limiter tout soutien canadien ayant pour but d'approfondir la participation de Cuba dans l'hémisphère, jusqu'à ce que Cuba fasse preuve d'une volonté de progresser dans sa réforme politique et économique.

Cependant, le Canada croit encore fermement à la collaboration avec le gouvernement cubain et la société cubaine pour encourager l'ouverture politique et économique. L'engagement du Canada a pour objectif de fournir à Cuba le type d'aide nécessaire à une transition vers une société où le respect des droits de la personne, de véritables institutions gouvernementales représentatives et une économie ouverte sont fondamentales.

2. L'ABC DE BONNES Q&R



Les Q&R

- exposent les faits pertinents
- énoncent les principes de politique
- traitent la question

J'ai saisi le problème

J'ai une solution

J'applique la solution



Présentation des Q&R

Date : Au bas de la page à droite.

Sujet : Un titre court, en majuscules. Dans un cahier de 100 Q&R, il est impératif que les titres soient courts.

Question prévue :

Une courte question qui cerne le problème central.

Réponse suggérée :

Le ministre veut les faits pertinents, dans un style concis; il formulera sa propre réponse

30 secondes pour répondre - 2 -3 courtes phrases ou 1-2 points tirés des Q&R

- **Limitez à trois à cinq le nombre de points pour chaque réponse.**
- **Utilisez des sous-rubriques lorsqu'il y a plus d'un aspect à la question traitée.**
- **Utilisez la sous-rubrique « Au besoin seulement » dans le cas des questions délicates.**
- **L'information devrait cadrer avec celle fournie au Bureau du Conseil Privé.**
- **L'information devrait cadrer avec celle fournie par d'autres ministères.**
- **Il ne devrait pas y avoir de divergence avec l'information diffusée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.**
- **L'information ne doit pas dépasser la deuxième page.**

Derniers développements :

Court paragraphe expliquant les développements les plus

récents (couverture médiatique, conférences internationales, etc.).

Contexte/Évaluation :

Les ministres demandent que l'évaluation soit la plus complète et la plus détaillée possible. Incluez les mesures prises par le Canada ainsi que ses engagements financiers, actuels et passés, et toute l'information connexe comme les statistiques relatives à ses engagements en matière d'aide et à son commerce. S'il y a lieu, rappelez le contexte historique.

La section Contexte des Q&R :

- **donne toute l'information disponible**
- **précise si l'information est confidentielle**
- **évalue la validité du fait/des accusations/des allégations**
- **donne l'heure juste au ministre aussi clairement et simplement que possible**
- **utilise un langage clair**
- **recourt aux tableaux là où c'est approprié**
- **ne doit pas dépasser la troisième page**

Contact / Approbation :

Le nom, le numéro de téléphone et la direction du contact qui a préparé les Q&R et le nom de la personne qui les a approuvées.

De plus, en préparant les Q&R, rappelez-vous de ce qui suit :

- **Ne commentez pas les affaires du Cabinet ou les affaires devant les tribunaux, mais rédigez une courte réponse exposant les faits et les raisons pour lesquelles le ministre ne peut faire de commentaires plus détaillés.**
- **Ne mentionnez ni le nom de députés (y compris les ministres), ni la circonscription d'un ministre. Lorsque vous faites allusion à des ministres, utilisez le titre de leur portefeuille et non leur nom ou celui de leur circonscription.**
- **Assurez-vous que l'information se prête à une déclaration publique.**

- **N'utilisez pas d'acronymes pour désigner les organisations.**
- **Ne parlez pas du « gouvernement fédéral » ou du « MAECI », mais plutôt du « gouvernement du Canada » ou, tout simplement, de « nous ».**
- **Utilisez un langage simple et évitez les tournures passives. Imaginez-vous que vous expliquez quelque chose à quelqu'un pour la première fois.**
- **Tenez-vous-en aux faits. Toutes les fois que possible, mentionnez :**
 - **les mesures et les engagements déjà pris;**
 - **les actions positives prises récemment par le MAECI pour s'attaquer au problème;**
 - **incluez le détail des résultats obtenus, les récentes déclarations publiques, les visites effectuées par le ministre ou les réunions auxquelles il a assisté, les messages positifs, etc.).**
- ▶ **Toutes les Q&R doivent porter, au minimum, la cote « PROTÉGÉ » et être envoyées électroniquement à la liste habituelle de distribution (Q&A) que l'on retrouve dans Outlook via le SIGNET D.**
- ▶ **S'il faut inclure la mention « Protégé B », « Protégé C », « Confidentiel », « Secret » ou « Très secret », celle-ci ne doit être ajoutée que dans la section Contexte/Évaluation (et seule cette page doit être reclassifiée en conséquence). Dans ces cas, deux copies du document doivent être livrées en mains propres à DCL puis envoyées à la liste de distribution (Q&A) via C-4.**

SUBJECT - SUJET

Visite du premier ministre Chrétien en Jamaïque - Sommet CARICOM-Canada

ANTICIPATED QUESTION - QUESTION PREVUE

Quel est le but de la visite du premier ministre en Jamaïque?

SUGGESTED REPLY- RÉPONSE SUGGÉRÉE

- *M. CHRÉTIEN SERA À MONTEGO BAY LES 18 ET 19 JANVIER POUR PRENDRE PART AU SOMMET DE LA CARICOM.*
- *Le SOMMET AVAIT ÉTÉ PRÉVU INITIALEMENT POUR LE 29 SEPTEMBRE 2000, MAIS IL A ÉTÉ REPORTÉ.*
- *CETTE RENCONTRE PERMETTRA AU PREMIER MINISTRE DE CONSULTER LES DIRIGEANTS DE LA RÉGION DES CARAÏBES AU SUJET D'UN VASTE ÉVENTAIL DE QUESTIONS.*
- *M. CHRÉTIEN ET LES CHEFS DE GOUVERNEMENT DE LA CARICOM DISCUTERONT D'ENJEUX RÉGIONAUX, ENTRE AUTRES DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE DES AMÉRIQUES. ILS ÉCHANGERONT ÉGALEMENT LEURS POINTS DE VUE SUR D'AUTRES ASPECTS QUI PRÉOCCUPENT DE PETITS ÉTATS, NOTAMMENT LES INITIATIVES TOUCHANT LE WSCHNWSK, LA CRIMINALITÉ À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, L'UNDCP ET L'UNHCR, AINSI QUE LE VIH ET LE SIDA. IL SERA AUSSI QUESTION DE THÈMES PLUS GLOBAUX, COMME LA RÉFORME DE L'ONU. LE PREMIER MINISTRE SERA ACCOMPAGNÉ DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR L'AMÉRIQUE*

*LATINE ET L'AFRIQUE, DAVID KILGOUR, ET
D'UNE DÉLÉGATION QUI POURRAIT
COMPTER JUSQU'À 30 REPRÉSENTANTS DU
CANADA.*

PROTECTED C- PROTÉGÉ C

WHAT'S NEW - DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

BACKGROUND/ASSESSMENT - ÉVALUATION

The Caribbean Community and Common Market (CARICOM) was established in 1973. Since then, membership has grown to include non-Commonwealth countries. CARICOM leads and co-ordinates political and economic initiatives.

Current CARICOM members are 13. Haiti's membership is close to being ratified.

Canadian ministers also meet regularly with their CARICOM counterparts, either individually or in a group.

Nearly 100,000 people from the Caribbean have emigrated to Canada over the past decade.

CARICOM is Canada's fourth largest trading partner in the hemisphere.

CARICOM benefits from an economic and trade development assistance program with Canada known as CARIBCAN. The program extends preferential, one-way, duty-free entry to over 95 per cent of the region's exports to Canada.

Canadian direct investment in the Caribbean totals close to \$25 billion. Canada's investment in CARICOM countries exceeds investment in all other countries except the United States and the United Kingdom.

CONSULTATION:

PREP. BY/PRÉP. PAR Tel./Tél. APPROVAL/APPROBATION Tel./Tél. DATE

SUBJECT - SUJET

VISITE DU PREMIER MINISTRE CHRÉTIEN EN JAMAÏQUE - SOMMET CARICOM-CANADA (LCR - 0010)

ANTICIPATED QUESTION - QUESTION PREVUE

Quel est le but de la visite du premier ministre Chrétien en Jamaïque?

SUGGESTED REPLY- RÉPONSE SUGGÉRÉE

- Le premier ministre sera à Montego Bay, en Jamaïque, les 18 et 19 janvier 2001, pour participer au Sommet Canada-Caricom en compagnie des chefs de gouvernement des Caraïbes.
- Le Sommet avait été prévu initialement pour le 29 septembre 2000, mais il a été reporté en raison du décès de l'ancien premier ministre Pierre Trudeau.
- Cette rencontre permettra au premier ministre de consulter les dirigeants de la région des Caraïbes en vue du Sommet des Amériques, qui se tiendra à Québec en avril. Il en profitera en outre pour explorer des avenues qui contribueront à renforcer les liens commerciaux et à accroître les investissements entre le Canada et les pays de la Caricom.
- Le premier ministre et les dirigeants de la CARICOM discuteront d'enjeux régionaux, entre autres de la Zone de libre-échange des Amériques. Ils échangeront également leurs points de vue sur d'autres aspects qui préoccupent de petits États, notamment les initiatives multilatérales touchant les centres financiers extra-territoriaux, la criminalité à l'échelle internationale, ainsi que le VIH et le SIDA. Il sera aussi question de thèmes plus globaux, comme la réforme de l'ONU.
- Le premier ministre sera accompagné du secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique.

WHAT'S NEW - DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

The Prime Minister will be in Montego Bay, Jamaica, January 18 and 19 to participate in the Canada-Caribbean Community (CARICOM) Heads of Government Meeting or Summit.

BACKGROUND/ASSESSMENT - ÉVALUATION

Canada has always had a special relationship with the countries of the Caribbean. Canadian leaders have a tradition of meeting periodically with Caribbean leaders to discuss issues of common concern. The last formal Canada-CARICOM Heads of Government Meeting took place in Nassau, Bahamas in 1998.

The Caribbean Community and Common Market (CARICOM) was established in 1973 to promote greater unity among countries of the Commonwealth Caribbean. Since then, membership has grown to include non-Commonwealth countries. CARICOM leads and co-ordinates political and economic initiatives. A major objective is to integrate members in a single market and economy by 2001. The CARICOM Secretariat is in Guyana.

Current CARICOM members are Antigua and Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Dominica, Grenada, Guyana, Jamaica, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Suriname, Trinidad and Tobago and Montserrat (a U.K. territory- not present at Summit). Haiti's membership is close to being ratified.

Canadian ministers also meet regularly with their CARICOM counterparts, either individually or in a group. Canada's Foreign Minister met with CARICOM foreign ministers in Trinidad in January 2000 and at the Organization of American States General Assembly in Windsor, Ontario, in June 2000. Canada's Trade Minister met with CARICOM trade ministers in Toronto in November 1999 while chairing the Free Trade Area of the Americas (FTAA) Trade Ministers' Meeting. Ministerial visits to and from the Caribbean are frequent.

Nearly 100,000 people from the Caribbean have emigrated to Canada over the past decade, contributing to a West Indian community estimated at 500,000.

CARICOM is Canada's fourth largest trading partner in the hemisphere, after Mexico, Brazil and Venezuela. Annual two-way merchandise trade between Canada and CARICOM countries was more than \$1 billion in 1999, with Canadian exports totalling \$441 million and imports \$621 million.

CARICOM benefits from an economic and trade development assistance program with Canada known as CARIBCAN. The program extends preferential, one-way, duty-free entry to over 95 per cent of the region's exports to Canada, with the exception of textiles, clothing, footwear and agricultural products subject to the application of tariffs under the World Trade Organization. CARIBCAN has been extended until 2007. In 1998, Canada passed legislation expanding the list of products to include methanol, lubricating oils, and travel bags.

Canadian direct investment in the Caribbean totals close to \$25 billion. Canada's investment in CARICOM countries exceeds investment in all other countries except the United States and the United Kingdom. The principal activity is financial services centred in Barbados and Bahamas. Canadian investment in Barbados alone totals \$16.8 billion.

CONSULTATION: LCR, LGDP

PREP. BY/PRÉP. PAR	Tel./Tél.	APPROVAL/APPROBATION	Tel./Tél.	DATE
Christine Pappas	996-5359	Louise Branch	996-5270	Jan 18/01

3. DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS



Qu'est-ce qu'une déclaration de député?

Les députés peuvent prendre la parole sur un sujet de leur choix durant une minute au maximum. Le Président applique un échéancier très serré, ce qui peut l'amener à interrompre un député après 60 secondes. Le droit de parole est accordé à part égale aux députés de tous les partis.

Les déclarations sont faites immédiatement avant la période des questions, du lundi au jeudi à 14 h et, le vendredi, à 11 h.

Exemple d'une Déclaration de député

21 septembre 2000

LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE IRANIEN

M. Irwin Cotler (Mount Royal, Lib.) : Monsieur le Président, je déplore la décision du Tribunal révolutionnaire iranien de confirmer la condamnation des 10 Juifs iraniens, ceci en dépit d'une violation flagrante du droit des accusés à un procès équitable garanti par la loi iranienne; ils ont été détenus incommunicado pendant plus d'un an; on a refusé leur droit à la présomption d'innocence; il y avait absence de preuves les impliquant; on leur a refusé le droit de retenir les services d'un avocat de leur choix; et on leur a refusé le droit d'être jugés par un tribunal indépendant, car le Tribunal révolutionnaire iranien agit à la fois comme enquêteur procureur et juge.

La justice différée est un déni de justice. J'en appelle aux autorités iraniennes afin qu'elles renversent la décision et libèrent les accusés, conformément à la loi islamique et à la justice iranienne.

4. DÉBATS SUR LA MOTION D'AJOURNEMENT



Qu'est-ce qu'un débat sur la motion d'ajournement?

Le député insatisfait de la réponse qui lui est donnée durant la période des questions peut reposer sa question durant le débat sur la motion d'ajournement pourvu qu'il en donne notification par écrit au bureau du Président au plus tard une heure après la PQ le jour où il a posé la question. Si elle n'a pas été posée de nouveau au plus tard durant la quarante-cinquième séance suivant la notification, la question est alors considérée retirée.

Du lundi au jeudi : 18 h 30 - 19 h

CE QU'IL FAUT PRÉPARER

- ▶ **Il faut rédiger une courte allocution (maximum de deux minutes), incorporant la réponse donnée par le ministre en Chambre lorsque la question a été posée.**
- ▶ **Nul ne sait quand le débat sur la motion d'ajournement aura lieu, mais il est possible qu'il prenne place le lendemain même.**
- ▶ **Les interventions sont limitées à six minutes : le député qui pose la question a droit à quatre minutes et le secrétaire parlementaire, qui répond au nom du ministre, à deux minutes.**

5. DÉPÔT DE DOCUMENTS



Qu'est-ce que le dépôt de documents?

Les ministres (ou les secrétaires parlementaires agissant en leur nom) sont tenus par la loi, par un ordre de la Chambre des communes ou en vertu du Règlement, de déposer certains documents en Chambre. Ils peuvent aussi déposer des documents en d'autres temps, s'ils le jugent utile. Le gouvernement doit déposer la réponse au rapport d'un comité parlementaire dans les 150 jours suivant sa publication.

Il y a deux façons. Le document est déposé officiellement lorsque le ministre le présente en Chambre durant les affaires courantes ordinaires et fait une déclaration de 30 secondes. Une lettre distincte et des copies sont envoyées simultanément au greffier du Sénat. Un document déposé à l'initiative d'un ministre doit l'être officiellement.

Le document peut aussi être déposé au moyen d'une lettre du ministre aux greffiers du Sénat et de la Chambre des communes. La lettre et deux copies du document sont alors livrées en mains propres à chacun des greffiers. Un document qui doit être déposé aux termes de la loi, d'une résolution ou d'une autre ordonnance peut l'être de l'une ou l'autre façon.

À la demande des cabinets des ministres, DCL est chargée de gérer le dépôt de tous les documents du MAECI, ainsi que de préparer et d'envoyer les lettres au nom du ministre aux greffiers du Sénat et de la Chambre des communes les priant de déposer les documents. Lorsqu'il s'agit de déposer la « réponse du gouvernement » au rapport d'un comité, DCL coordonne la préparation d'une lettre du ministre au président du comité, présentant la réponse ainsi qu'au moins 25 copies de cette dernière, pour remise en mains propres au greffier du comité au moment du dépôt. Pour plus d'information sur ce qui est requis des directions du MAECI, veuillez contacter Sylvie Blais à DCL au 944-0888.

6. JOURNÉES DE L'OPPOSITION



Qu'est-ce qu'une journée de l'opposition?

Les journées de l'opposition sont un mécanisme parlementaire fort précieux qui aide à préserver la responsabilité du gouvernement vis à vis de la population canadienne. Bon nombre des motions présentées durant une journée de l'opposition sont mises aux voix, ce qui en fait des motions de censure.

Chaque direction générale a désigné une personne qui coordonne les préparatifs dans votre secteur au cas où une motion toucherait vos activités. Ce réseau est essentiel pour se préparer en vue des journées de l'opposition et ses membres doivent être disponibles la veille afin de préparer tout document requis pour les ministres.

Normalement, 21 jours dans l'année financière sont réservés aux journées de l'opposition. Il appartient au gouvernement de désigner les journées réservées aux motions de subsides. Généralement, le jeudi à 15 h, après la période des questions, le leader du gouvernement en Chambre annonce le jour de la semaine suivante qui a été choisi comme journée de l'opposition.

Les motions peuvent porter sur toute question ressortissant à la compétence du Parlement, et le choix des sujets à débattre est laissé aux partis de l'opposition.

Les motions doivent être présentées la veille de la journée de l'opposition, avant 18 h du lundi au jeudi, et avant 14 h le vendredi pour les débats qui auront lieu le lundi suivant.

Les débats se déroulent durant les périodes de temps consacrées aux « Ordres émanant du gouvernement » et durent environ six heures s'ils ont lieu le lundi, le mardi ou le jeudi, mais seulement une heure et demie à deux heures si le gouvernement décide de tenir la journée de l'opposition un mercredi ou un vendredi.

Le député de l'opposition qui dépose la motion est généralement le premier à s'adresser à la Chambre; dans un discours de vingt minutes, il expose la position de son parti sur la question à l'étude. Chacun des autres partis prend ensuite la parole.

La règle veut que chacun des partis dispose de 30 minutes au total, mais que les discours ne dépassent pas 20 minutes, de façon à réserver 10 minutes aux questions et aux commentaires. Souvent, deux députés du même parti se partagent les 20 minutes, chacun prenant la parole durant une dizaine de minutes.

7. COMITÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES ET DU SÉNAT



Que sont les comités et de quoi s'occupent-ils?

La Chambre des communes et le Sénat délèguent à leurs comités la plus grande partie de l'étude détaillée des mesures législatives proposées et l'examen des politiques et des programmes du gouvernement.

Il y a quatre types de comités :

- Les comités pléniers (Chambre) : Comme leur nom le suggère, ces comités sont formés de tous les députés de la Chambre des communes. Essentiellement, ils étudient les projets de loi de crédits. De temps à autre, la Chambre leur renvoie d'autres projets de loi pour accélérer leur adoption.
- Les comités permanents : Ces comités sont constitués pour la durée d'une législature et s'occupent de questions auxquelles la Chambre s'intéresse en permanence. Il y a actuellement 19 comités permanents. (Voir en annexe la liste des comités permanents et des comités mixtes permanents de la Chambre des communes.) Essentiellement, ils évoluent en parallèle avec les ministères dont ils examinent l'élaboration des politiques, l'administration des programmes et les prévisions budgétaires. À l'occasion, la Chambre peut décider de saisir les comités permanents de demandes spéciales.
- Les comités spéciaux : Parfois appelés « groupes de travail », les comités spéciaux sont constitués sur une base ponctuelle par la Chambre pour étudier des questions précises. Chaque comité spécial est créé par voie d'une motion spécifiant son objet et ses pouvoirs.
- Les comités mixtes : Ces comités sont composés de membres de la Chambre des communes et du Sénat. Ils peuvent être constitués en vertu des ordres permanents de chaque Chambre (comités mixtes permanents) ou par voie de résolutions spéciales des deux Chambres (comités mixtes spéciaux).
- Les sous-comités : Les comités permanents peuvent déléguer leurs responsabilités à des sous-comités qu'ils créeront le cas échéant. Ces derniers peuvent être investis de toutes les pouvoirs des comités permanents, sauf celui de faire rapport directement à la Chambre.

Pouvoirs des comités :

La Chambre des communes et le Sénat dotent les comités de pouvoirs différents, en fonction des tâches qu'ils leur confient.

Pouvoirs des comités :

- ▶ examiner les questions qui leur sont renvoyées par la Chambre
 - ▶ faire rapport à la Chambre de temps à autre
 - ▶ convoquer des personnes et faire envoyer des documents et des dossiers
- ▶ déléguer à des sous-comités une partie ou la totalité de leurs pouvoirs, sauf celui de faire rapport à la Chambre
- ▶ examiner les projets de loi qui leur sont renvoyés par la Chambre et obtenir un complément d'information à leur sujet
 - ▶ faire rapport sur les projets de loi, avec ou sans amendement
- ▶ étudier tous les aspects liés au mandat, à la gestion et au fonctionnement des ministères qui leur sont assignés
- ▶ passer en revue toutes les nominations par décret du Conseil qui leur sont renvoyées

Les fonctionnaires qui comparaissent devant les comités le font en tant que représentants de leurs ministres, et agissent sur les instructions de ces derniers.

Les fonctionnaires peuvent être empêchés de répondre à certaines questions liées :

- aux conseils confidentiels donnés aux ministres;
- aux affaires privées de particuliers, de compagnies ou d'institutions au sujet desquels de l'information a été communiquée à titre confidentiel;
- à des affaires qui font l'objet de négociations délicates entre les gouvernements;
- à des affaires spécifiques qui sont devant les tribunaux.

Dans les cas où il requiert le témoignage d'un témoin qui a décliné une invitation à comparaître, le comité a le pouvoir, en vertu des Ordres permanents, d'émettre une sommation formelle. Si le témoin refuse de comparaître une fois la sommation émise, ou qu'il refuse de répondre aux questions, le comité n'a d'autre recours que de faire rapport à la Chambre. Le témoin qui refuse de comparaître après avoir reçu une sommation sera accusé d'outrage à la Chambre.

Les comités parlementaires et le MAECI

Des fonctionnaires du MAECI sont convoqués devant un comité parlementaire dans les circonstances suivantes :

- pour seconder un ministre, n'intervenant d'ordinaire qu'à la demande de ce dernier
- pour fournir de l'information concernant l'administration et la gestion ministérielles
- pour expliquer la politique gouvernementale et les raisons qui la sous-tendent
- pour apporter des connaissances techniques ou spécialisées eu égard aux mesures législatives sous examen ou à une étude effectuée par le comité

Format utilisé pour une audience

Le président : Élu par le comité, généralement député du parti au pouvoir.

Deux vice-présidents : Un député du parti au pouvoir et un député de l'opposition.

- Le président dirige l'audience pour assurer l'équité, l'ordre et le décorum, mais il peut aussi poser des questions et participer au débat.
- L'audience peut durer entre 90 minutes et deux heures. Normalement, les témoins font une courte déclaration liminaire (5 à 10 minutes au maximum), après quoi les membres du comité, à commencer par ceux de l'opposition, leur posent des questions. Au moment de la réunion, on distribue à tous les membres copie des déclarations liminaires dans les deux langues officielles.

Réunion à huis clos

Les réunions des comités sont généralement ouvertes au public et aux médias. Si un comité veut tenir ses délibérations en privé, il peut se réunir à huis clos. C'est d'ordinaire le cas lorsque le comité se penche sur des questions administratives comme une proposition de budget ou l'embauche de personnel, lorsqu'il rédige un rapport, ou encore à la demande des témoins quand les circonstances le justifient.

Le rôle de la Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des affaires parlementaires (DCL)

DCL est le point de contact du ministère pour les greffiers et les recherchistes des comités parlementaires qui veulent appeler des officiels comme témoins. Les officiels qui sont contactés directement ne doivent prendre aucun engagement quant à leur disponibilité et demander à la personne qui appelle de communiquer avec DCL. Cette dernière

- procède à un « appel de témoins » et consulte directement les directions concernées sur tous les aspects de la comparution prévue
- fait part des préoccupations ministérielles au comité par l'entremise des greffiers

- obtient l'approbation du sous-ministre relativement aux témoins du ministère
- accompagne à l'audience les officiels du MAECI - le plus souvent au niveau de directeur général
- dépose toute la documentation écrite, y compris la déclaration liminaire, auprès du greffier du comité

Le rôle des agents du MAECI

Les agents des directions géographiques et fonctionnelles collaborent étroitement avec DCL à chacune des étapes du processus. C'est ce qui explique que le MAECI soit reconnu pour la qualité de ses témoins et de ses présentations devant les comités.

Lorsque vous préparez la documentation pour une comparution devant un comité, rappelez-vous que toutes les déclarations et points d'intervention qui seront déposés auprès du greffier doivent être dans les deux langues officielles, sans quoi ils ne seront pas distribués aux membres du comité au moment de la réunion.

Si un document d'information doit être distribué aux membres du comité, veuillez vous assurer d'en remettre des copies bilingues à DCL plusieurs jours avant la comparution. DCL les transmettra au greffier, qui les distribuera avant la réunion.

8. ANNEXE



Ouverture de la 37^e législature

Résultats des élections générales du 27 novembre 2000

Parti libéral	Premier ministre Jean Chrétien	172 sièges
Alliance canadienne	Chef de l'opposition officielle Stockwell Day	66 sièges
Bloc Québécois	Chef de parti Gilles Duceppe	38 sièges
Nouveau parti démocratique	Chef de parti Alexa McDonough	13 sièges
Parti progressiste-conservateur	Chef de parti Joe Clark	12 sièges

47 députés ont été élus pour la première fois alors que 253 députés ont été réélus.

Les membres de la 37^e législature se réuniront pour la première fois le 29 janvier.

Élection du président de la Chambre des communes

L'élection au scrutin secret du président de la Chambre des communes (auparavant l'honorable Gilbert Parent) est le premier point à l'ordre du jour. Aucune autre activité ne peut aller de l'avant avant cette élection.

Une fois que le président aura été élu, ce qui exige souvent plusieurs tours de scrutin, la Chambre ajournera au lendemain, le 30 janvier, pour le discours du trône et l'ouverture officielle du Parlement.

Le discours du trône

Le discours du trône, prononcé par la Gouverneure générale, Adrienne Clarkson, marquera l'ouverture officielle du Parlement. Ni la Chambre ni le Sénat ne peuvent conduire d'affaires publiques avant ce discours qui précisera les vues du gouvernement concernant le pays, les grandes questions et le programme de la session et qui donnera un aperçu des projets de loi qu'entend présenter le gouvernement.

Ministres

Après la dissolution du Parlement et les élections, les ministres conservent leur rôle et leur titre puisqu'ils ont été nommés par la Couronne. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire d'avoir été élu pour être nommé ministre, bien que ce soit habituellement le cas. Les ministres défaits aux élections conservent leur poste tant que le Premier ministre ne les a pas remplacés.

Le 9 janvier, le Premier ministre a annoncé la nomination de trois nouveaux

ministres en remplacement des ministres défaits lors des élections de novembre.

Nouveau ministre	Ministère	Prédécesseur
Rey Pagtakhan	Secrétaire d'État - Asie-Pacifique	Raymond Chan
Sharon Carstairs	Leader du gouvernement au Sénat	Sénateur Boudreau
Robert Thibault	Agence de promotion économique du Canada atlantique	George Baker

Whips des partis

Les whips sont choisis par leur parti et chargés d'assurer la discipline de parti :

Gouvernement - Marlene Catterall (Libéral)

Opposition officielle - John Reynolds (AC)

BLQ - Stéphane Bergerson

NPD - Yvon Godin

PC - Rick Borotsik

Composition des comités permanents

La composition des comités permanents est déterminée par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre qui est constitué le premier jour de la session parlementaire. Les whips de tous les partis officiels en font partie. Le Comité doit déposer, dans les dix jours de séance, un rapport qui détaille la composition de tous les comités permanents et comités mixtes permanents et que doit ensuite adopter la Chambre. Les comités doivent alors tenir, dans les dix jours de séance suivant l'adoption du rapport, une réunion d'organisation durant laquelle un président et deux vice-présidents sont élus. La composition des comités doit refléter la représentation des partis à la Chambre des communes.

Secrétaires parlementaires

Les secrétaires parlementaires sont des députés nommés pour aider les ministres à déterminer le travail prioritaire, à préparer des annonces de nature politique, à rencontrer des délégations publiques, à orienter les débats législatifs dans le cadre de réunions en comité, et aussi pour représenter le Ministre et prendre la parole en son nom à la Chambre des communes lorsque ce dernier est absent. Les secrétaires parlementaires sont habituellement rattachés au Comité permanent dont le mandat correspond à leur secteur de responsabilité.

Secrétaires parlementaires

Secrétaire parlementaire	Ministère	Ministre
M. Mark Joseph Assad	Citoyenneté et Immigration	L'hon. Elinor Caplan
M. Eugene Bellemare	Coopération internationale	L'hon. Maria Mina
M. Joe Jordon	Secrétaire parlementaire du premier ministre	L'honorable. Jean Chrétien
M. Derek Vincent Lee	Secrétaire parlementaire Du leader du gouvernement À la Chambre	L'hon.. Don Boudria
M. Pat O'Brien	Commerce international	L'hon. Pierre S Pettigrew
M. John Francis O'Reilly	Défense nationale	L'hon. Art Eggleton
M. Denis Paradis	Affaires étrangères	L'hon. John Manley

Standing Orders 24(1) and 28

JAN.							JANV.							FEB.							FÉV.							MAR.							MARS														
S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S															
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S															
	1	2	3	4	5	6					1	2	3						1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
APRIL							AVR.							MAY							MAI							JUNE							JUIN														
S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S															
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S															
1	2	3	4	5	6	7			1	2	3	4	5						1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11*	12*	13*	14*	15*	16	17	18*	19*	20*	21*	22*	23	24	25	26	27	28	29	30	
JULY							JUIL							AUG.							AÛT							SEPT.							SEPT.														
S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S															
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S															
1	2	3	4	5	6	7				1	2	3	4						1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
OCT.							OCT.							NOV.							NOV.							DEC.							DÉC.														
S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S															
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S															
	1	2	3	4	5	6					1	2	3						1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31

* Possible extension of sittings (S.O. 27(1))

Note: Shaded areas indicates sitting days.



Affaires courantes de la Chambre

Calendrier hebdomadaire des affaires parlementaires

Heures	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
0,4167		Affaires courantes ordinaires		Affaires courantes ordinaires	Ordres émanant du gouvernement
:15		-----		-----	
:30		Ordres émanant du gouvernement		Ordres émanant du gouvernement	
:45					
0,4583	Affaires émanant des députés				Déclarations de députés
:15					
:30					Questions orales
:45					
0,5					Affaires courantes ordinaires
:15					-----
:30	Ordres émanant du gouvernement				Ordres émanant du gouvernement
:45					
0,042					
:15					
:30					
:45					Affaires émanant des députés
0,083	Déclarations de députés	Déclarations de députés	Déclarations de députés	Déclarations de députés	
:15					
:30	Questions orales	Questions orales	Questions orales	Questions orales	
:45					
0,125	Affaires courantes ordinaires	Ordres émanant du gouvernement	Affaires courantes ordinaires	Ordres émanant du gouvernement	
:15	-----		-----		
:30	Ordres émanant du gouvernement		Avis de motions portant production de documents		
:45			-----		
0,1667			Ordres émanant du gouvernement		
:15					
:30					
:45					
0,2083					
:15					
:30		Affaires émanant des députés	Affaires émanant des députés	Affaires émanant des députés	
:45					
0,25					
:15					
:30	Débat sur la motion d'ajournement	Débat sur la motion d'ajournement	Débat sur la motion d'ajournement	Débat sur la motion d'ajournement	
:45					



Comités permanents de la Chambre des communes

Comités permanents

- Affaires autochtones et développement du Grand Nord
- **Affaires étrangères et commerce international**
 - ▶ **Sous-comité du commerce international**
 - ▶ **Sous-comité des droits de la personne**
- Agriculture et agroalimentaire
- **Citoyenneté et immigration**
- Comptes publics
- **Défense nationale et anciens combattants**
- Développement des ressources humaines
- Droits de la personne et condition des personnes handicapées
- Environnement et développement durable
- Finances
- Industrie
- Justice et questions juridiques
- Opérations gouvernementales
- Patrimoine canadien
- Pêches et océans
- Procédure et Affaires de la Chambre
- Ressources naturelles
- Santé
- Transports

Comités permanents mixtes

- Bibliothèque du Parlement
- Examen de la réglementation
- Langues officielles

Comités permanents du Sénat

- Peuples autochtones
 - ▶ Sous-comité du développement économique des autochtones dans le contexte des parcs nationaux
- Agriculture et foresterie
 - ▶ Sous-comité de la foresterie
- Affaires bancaires, échanges et commerce
- Énergie, environnement et ressources naturelles
- Pêches
- Affaires étrangères
- Régie interne, budgets et administration
 - ▶ Sous-comité des ressources humaines
- Affaires juridiques et constitutionnelles
- Finances nationales
- Privilèges et Règlement (règles de procédure)
- Comité de sélection
- Affaires sociales, sciences et technologie
 - ▶ Sous-comité de suivi du dossier "De la vie et de la mort" (euthanasie et suicide assisté)
 - ▶ Sous-comité des affaires relatives aux anciens combattants
- Comité spécial sur les drogues illicites
- Comité spécial du Sénat sur le projet de loi C-20
- Transport et communications
 - ▶ Sous-comité des communications
 - ▶ Sous-comité de la sécurité dans les transports



Cabinet fantôme de l'Alliance canadienne

Cabinet fantôme de l'Alliance canadienne et porte-parole des comités dont le mandat touche l'activité du MAECI

Chef de l'opposition officielle	Stockwell Day
Présidente du caucus de l'opposition	Deborah Grey
Leader de l'opposition à la Chambre	Chuck Strahl Grant McNally
Coordonnateur, période de questions	Gerry Ritz
Whip de l'opposition	John Reynold Garry Breitkreuz
Groupe de travail sur la mondialisation et la compétitivité	Deepak Obhrai, président
Développement international canadien	Deepak Obhrai, porte-parole principal
Citoyenneté et immigration	Inky Mark, porte-parole principal Lynne Yellich, porte-parole adjoint
Affaires étrangères	Monty Solberg, porte-parole principal Keith Martin, porte-parole adjoint James Moore, Asie-Pacifique
Commerce international	Gary Lunn, porte-parole principal Rick Casson, porte-parole adjoint

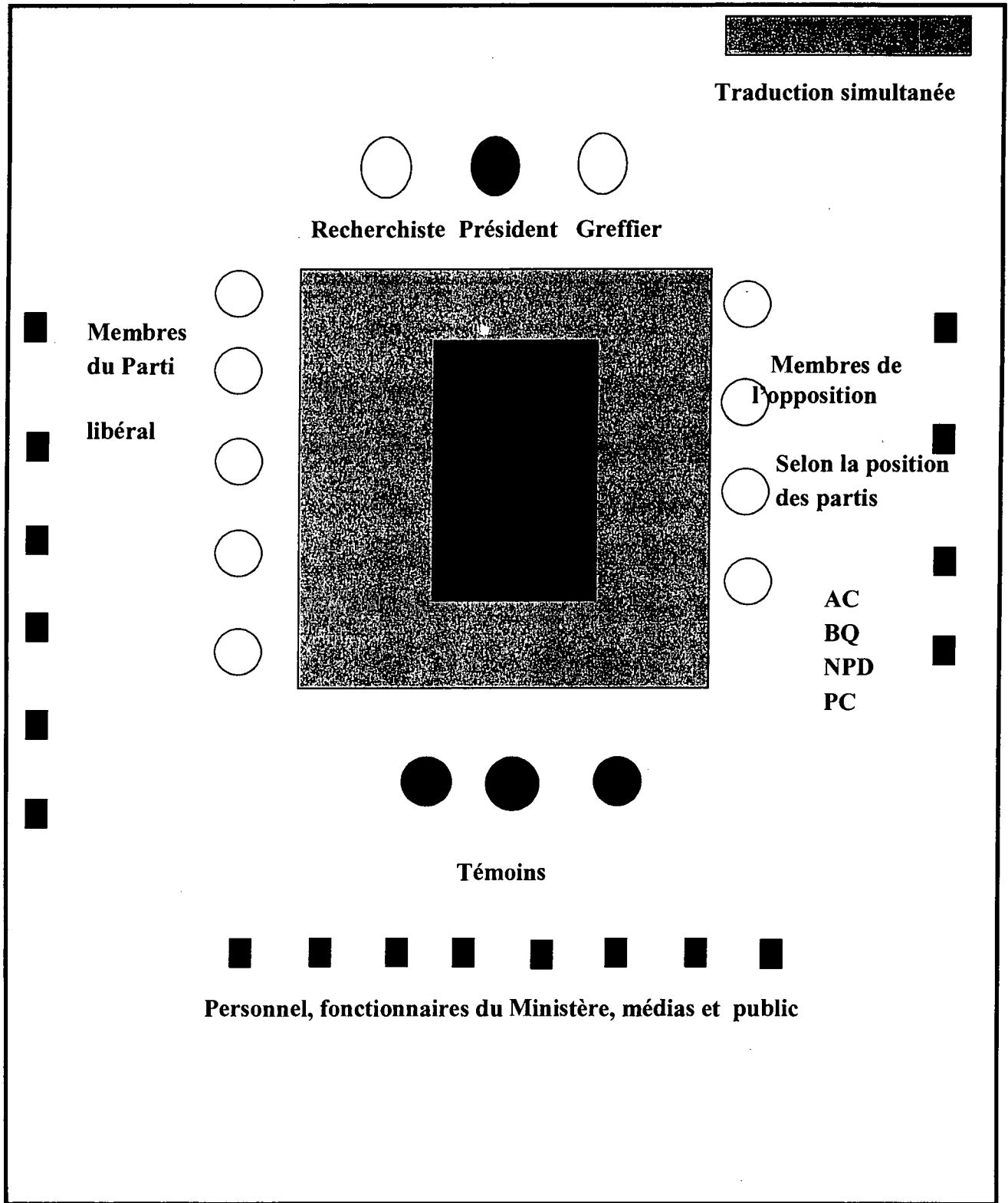


Cabinets fantômes du Bloc Québécois, du NPD et du PC

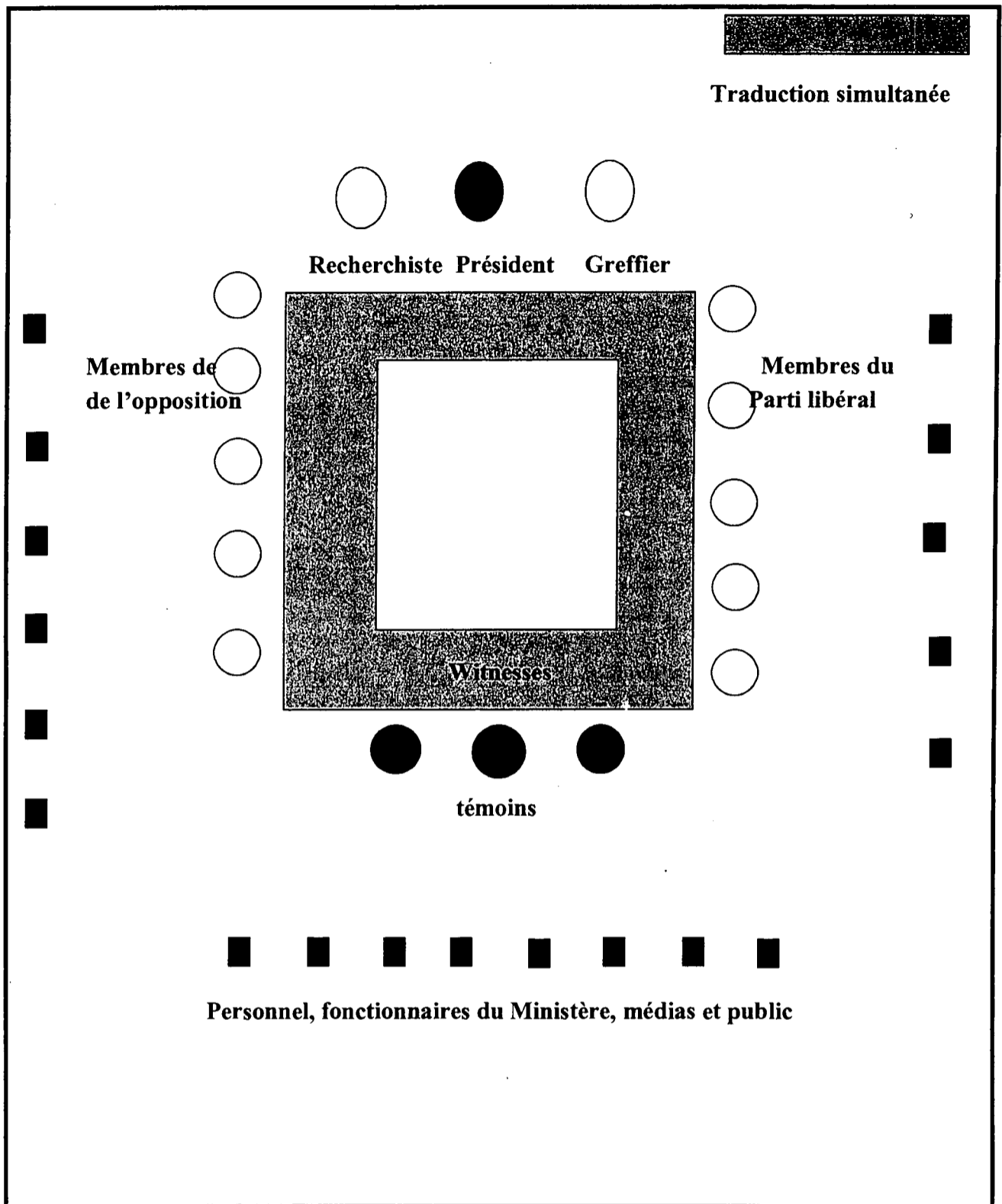
Critiques du Bloc Québécois, du NPD et de PC au sein des comités liés au MAECI

Comité	Bloc Québécois	NPD	PC
Chef du parti	Guilees Duceppe	Alexa McDon	Joe Clark
Whip du parti	Stéphane Bergeron	Yvon Godin	Rick Borotsik
Whip adjoint	Michel Guimond	Non communiqué	S/O
Leader à la Chambre	Michel Gauthier	Non communiqué	Peter MacKay
Leader adjoint	Non communiqué	Non communiqué	André Bachand
Citoyenneté et immigration	Madeleine Dalphond Guiral	Non communiqué	John Herron
Affaires étrang.	Francine Lalonde	Non communiqué	Bill Casey
Afrique/Am. lat.	Yves Rocheleau	Non communiqué	Bill Casey
Asie-Pac.	Antoine Dubé	Non communiqué	Bill Casey
Francophonie	Benoît Sauvageau	S/O	S/O
Développement international	Stéphane Tremblay	Non communiqué	S/O
Comm. international	Pierre Paquette	Non communiqué	Bill Casey
Défense nationale	Claude Bachand	Non communiqué	Elsie Wayne

Plan de la salle des comités de la Chambre des communes



Plan de la salle des comités du Sénat





Cabinet fantôme de l'Alliance canadienne

Cabinet fantôme de l'Alliance canadienne et porte-parole des comités dont le mandat touche l'activité du MAECI

Chef de l'opposition officielle	Stockwell Day
Présidente du caucus de l'opposition	Deborah Grey
Leader de l'opposition à la Chambre	Chuck Strahl Grant McNally
Coordonnateur, période de questions	Gerry Ritz
Whip de l'opposition	John Reynold Garry Breitreuz
Groupe de travail sur la mondialisation et la compétitivité	Deepak Obhrai, président
Développement international canadien	Deepak Obhrai, porte-parole principal
Citoyenneté et immigration	Inky Mark, porte-parole principal Lynne Yellich, porte-parole adjoint
Affaires étrangères	Monty Solberg, porte-parole principal Keith Martin, porte-parole adjoint James Moore, Asie-Pacifique
Commerce international	Gary Lunn, porte-parole principal Rick Casson, porte-parole adjoint



Liste de contacts à la DCL

Department of Foreign Affairs and International Trade
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Cabinet and Parliamentary Affairs Division (DCL)
Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des affaires parlementaires

Tower A - 6th Floor / Tour A - 6e étage

Fax: 944 - 0665

Nom	Titre	Téléphone	Courriel
Roxanne Dubé	Directrice	944-0384 cell. : 290-0276	roxanne.dube@ dfait- maeci .gc.ca
Jim Lynch	Directeur adjoint	944-0627 cell. : 794-1326	james.lynch@ dfait-maeci. gc.ca
Danuta Tardif	Agente principale de liaison parlementaire, Comités, Association de Parlementaires de l'OTAN	944-5153 cell. : 795-2720	danuta.tardif@ dfait-maeci.gc.ca
Yannick Lamonde	Agent principal de liaison parlementaire, PQ, journées de l'opposition, débats parlementaires	944-0666 cell. : 293-6779	yannick.lamonde @dfait-maeci. gc.ca
Sylvie Blais	Coordonnatrice des affaires parlementaires, PQ, dépôt de documents parlementaires, affaires émanant des députés, débats sur la motion d'ajournement	944-0888 cell. : 293-6775	sylvie.blais@ dfait-maeci.gc. ca
Jennifer Hart	Agente de liaison parlementaire, associations parlementaires, demandes de renseignements parlementaires, ministérielles	996-7541	jennifer.hart@ dfait-maeci.gc.ca
Yacine Frowd	Assistante administrative	944-0389	yacine.frowd@ dfait-maeci.gc.ca

7:00 p.m.

ADJOURNMENT OF THE HOUSE

19 h

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE

PROJECTION FOR SUBSEQUENT DAYS

TUESDAY, OCTOBER 24, 2000

Business of Supply

3rd allotted day

Private Members' Business

C-201 — Mr. McTeague (Pickering--Ajax--Uxbridge) — (*Former title: An Act to amend the Competition Act (protection of those who purchase products from vertically integrated suppliers who compete with them at retail)*) — Report stage

WEDNESDAY, OCTOBER 25, 2000

Private Members' Business

C-297 — Mr. Cadman (Surrey North) — An Act to amend the Young Offenders Act — Third reading (resuming debate)

THURSDAY, OCTOBER 26, 2000

Private Members' Business

C-334 — Mr. Reynolds (West Vancouver--Sunshine Coast) — An Act to amend the Criminal Code (wearing of war decorations) — Second reading (resuming debate)

FRIDAY, OCTOBER 27, 2000

Private Members' Business

M-39 — Mr. Benoit (Lakeland) — Elections on Indian reserves

PROJECTION POUR LES PROCHAINS JOURS

LE MARDI 24 OCTOBRE 2000

Travaux des subsides

3^e jour désigné

Affaires émanant des députés

C-201 — M. McTeague (Pickering--Ajax--Uxbridge) — (*Ancien titre : Loi modifiant la Loi sur la concurrence (protection des acquéreurs de produits de fournisseurs intégrés qui leur font concurrence sur le marché de détails)*) — Étape du rapport

LE MERCREDI 25 OCTOBRE 2000

Affaires émanant des députés

C-297 — M. Cadman (Surrey-Nord) — Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants — Troisième lecture (reprise du débat)

LE JEUDI 26 OCTOBRE 2000

Affaires émanant des députés

C-334 — M. Reynolds (West Vancouver--Sunshine Coast) — Loi modifiant le Code criminel (port de décorations militaires) — Deuxième lecture (reprise du débat)

LE VENDREDI 27 OCTOBRE 2000

Affaires émanant des députés

M-39 — M. Benoit (Lakeland) — Élections dans les réserves indiennes

Projected Order of Business

(subject to change without notice)

Ordre projeté des travaux

(sous réserve de changement sans préavis)

Monday, October 23, 2000

Le lundi 23 octobre 2000

11:00 a.m.

PRIVATE MEMBERS' BUSINESS

M-367 — Mr. Goldring (Edmonton Centre-East) — Depleted uranium

Length of speeches, pursuant to Standing Order 95(2):

Member moving motion — 15 minute maximum.

All other Members — 10 minute maximum.

Member moving motion — 5 minute right of reply to conclude the debate.

12:00 noon

GOVERNMENT ORDERS

Government Bills (Commons)

C-15 — The Minister of Foreign Affairs — An Act to amend the International Boundary Waters Treaty Act — Second reading (resuming debate)

Length of speeches, pursuant to Standing Order 74:

All Members (except the Prime Minister and the Leader of the Opposition) —

During the next 4 hours and 20 minutes of debate — 20 minute maximum and speeches are subject to a 10 minute question and comment period.

After the period of debate referred to above — 10 minute maximum.

2:00 p.m.

STATEMENTS BY MEMBERS

Length of statements — one minute maximum.

2:15 p.m. — (not later than)

ORAL QUESTIONS

3:00 p.m.

DAILY ROUTINE OF BUSINESS:

Tabling of Documents
Statements by Ministers
Presenting Reports from Inter-parliamentary Delegations
Presenting Reports from Committees
Introduction of Government Bills
Introduction of Private Members' Bills
First reading of Senate Public Bills
Motions
Presenting Petitions (15 minutes maximum)
Questions on Order Paper

APPLICATIONS FOR EMERGENCY DEBATES

GOVERNMENT ORDERS

See list under this same heading earlier today.

6:30 p.m.

PROCEEDINGS ON THE ADJOURNMENT MOTION

Divided into 5 periods of 6 minute maximum:

Member raising the question — 4 minute maximum.

Minister or Parliamentary Secretary replying — 2 minute maximum.

11 h

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

M-367 — M. Goldring (Edmonton-Centre-Est) — Uranium appauvri

Durée des discours, conformément à l'article 95(2) du Règlement :

Député qui propose la motion — maximum de 15 minutes.

Tous les autres députés — maximum de 10 minutes.

Député qui propose la motion — droit de réplique de 5 minutes pour clore le débat.

12 h

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Projets de loi émanant du gouvernement (Communes)

C-15 — Le ministre des Affaires étrangères — Loi modifiant la Loi du traité des eaux limitrophes internationales — Deuxième lecture (reprise du débat)

Durée des discours, conformément à l'article 74 du Règlement :

Tous les députés (à l'exception du premier ministre et du chef de l'Opposition) —

Durant les prochaines 4 heures et 20 minutes de débat — maximum de 20 minutes et les discours peuvent faire l'objet d'une période de questions et d'observations de 10 minutes.

Après la période de débat mentionnée ci-dessus — maximum de 10 minutes.

14 h

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Durée des déclarations — maximum d'une minute.

14 h 15 — (au plus tard)

QUESTIONS ORALES

15 h

AFFAIRES COURANTES ORDINAIRES :

Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Présentation de rapports de délégations interparlementaires
Présentation de rapports de comités
Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement
Dépôt de projets de loi émanant des députés
Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat
Motions
Présentation de pétitions (maximum de 15 minutes)
Questions inscrites au Feuilleton

DEMANDES DE DÉBATS D'URGENCE

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Voir la liste sous cette même rubrique plus tôt aujourd'hui.

18 h 30

DÉLIBÉRATIONS SUR LA MOTION D'AJOURNEMENT

Temps divisé en 5 périodes d'une durée maximale de 6 minutes :

Député qui soulève la question — maximum de 4 minutes.

Ministre ou secrétaire parlementaire qui donne la réplique — maximum de 2 minutes.

ORDRE QUOTIDIEN DES TRAVAUX

HEURE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	HEURE
10h00 – 11h00		Affaires courantes ordinaires		Affaires courantes ordinaires	Ordres émanant du gouvernement	10h00 – 11h00
11h00 – 11h15	Affaires émanant des députés (4)				Déclarations de députés	11h00 – 11h15
11h15 – 12h00					Questions orales	11h15 – 12h00
12h00 – 13h00					Affaires courantes ordinaires (1)	12h00 – 13h00
13h00 – 13h30	Ordres émanant du gouvernement	Ordres émanant du gouvernement (2)	Examen des décrets-lois (5)	Ordres émanant du gouvernement (2)	Ordres émanant du gouvernement (2)	13h00 – 13h30
13h30 – 14h00						13h30 – 14h00
14h00 – 14h15	Déclarations de députés	Déclarations de députés	Déclarations de députés	Déclarations de députés	Affaires émanant des députés (4)	14h00 – 14h15
14h15 – 14h30	Questions orales	Questions orales	Questions orales	Questions orales		14h15 – 14h30
14h30 – 15h00						14h30 – 15h00
15h00 – 17h30	Affaires courantes ordinaires (1) Ordres émanant du gouvernement (2)	(1) Ordres émanant du gouvernement (2)	Affaires courantes ordinaires (1) Avis de motions portant production de documents Ordres émanant du gouvernement (2)	(1) Ordres émanant du gouvernement (2)		15h00 – 17h30
17h30 – 18h30		Affaires émanant des députés (4)	Affaires émanant des députés (4)	Affaires émanant des députés (4)		17h30 – 18h30
18h30 – 19h00	Délibérations sur la motion d'ajournement (3)	Délibérations sur la motion d'ajournement (3)	Délibérations sur la motion d'ajournement (3)	Délibérations sur la motion d'ajournement (3)		18h30 – 19h00

- (1) Prolongation possible des Affaires courantes ordinaires afin de compléter les délibérations sous « Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » conformément à l'article 30(4) du Règlement.
- (2) Prolongation possible conformément à l'article 33(2) du Règlement concernant les déclarations ministérielles.
- (3) Délai possible conformément à l'article 33(2) du Règlement concernant les déclarations ministérielles.
- (4) Délai ou reprise possible conformément à l'article 30(7) du Règlement, pour un délai ou une interruption de plus de 30 minutes, et conformément à l'article 33(2) du Règlement concernant les déclarations ministérielles.
- (5) S'il y a lieu, la Chambre se réunit à 13h00 pour l'examen des décrets-lois conformément à l'article 128(1) du Règlement.

Pour de plus amples renseignements,
s'adresser à la Direction des journaux
(613) 992-2038

DAILY ORDER OF BUSINESS

HOURS	MONDAY	TUESDAY	WEDNESDAY	THURSDAY	FRIDAY	HOURS
10:00 - 11:00		Routine Proceedings		Routine Proceedings	Government Orders	10:00 - 11:00
11:00 - 11:15	Private Members' Business (4)				Members' Statements	11:00 - 11:15
11:15 - 12:00					Oral Questions	11:15 - 12:00
12:00 - 1:00					Routine Proceedings (1)	12:00 - 1:00
1:00 - 1:30	Government Orders	Government Orders (2)	Review of Delegated Legislation (5)	Government Orders (2)	Government Orders (2)	1:00 - 1:30
1:30 - 2:00						1:30 - 2:00
2:00 - 2:15	Members' Statements	Members' Statements	Members' Statements	Members' Statements	Private Members' Business (4)	2:00 - 2:15
2:15 - 2:30	Oral Questions	Oral Questions	Oral Questions	Oral Questions		2:15 - 2:30
2:30 - 3:00						2:30 - 3:00
3:00 - 5:30	Routine Proceedings (1) Government Orders (2)	(1) Government Orders (2)	Routine Proceedings (1) Notices of Motions for the Production of Papers Government Orders (2)	(1) Government Orders (2)		3:00 - 5:30
5:30 - 6:30		Private Members' Business (4)	Private Members' Business (4)	Private Members' Business (4)		5:30 - 6:30
6:30 - 7:00	Adjournment Proceedings (3)	Adjournment Proceedings (3)	Adjournment Proceedings (3)	Adjournment Proceedings (3)		6:30 - 7:00

- (1) Possible extension of Routine Proceedings to complete Introduction of Government Bills pursuant to Standing Order 30(4).
- (2) Possible extension pursuant to Standing Order 33(2) respecting Ministerial Statements.
- (3) Possible delay pursuant to Standing Order 33(2) respecting Ministerial Statements.
- (4) Possible delay or rescheduling pursuant to Standing Order 30(7) to compensate for a delay or an interruption of more than 30 minutes, and pursuant to Standing Order 33(2) respecting Ministerial Statements.
- (5) If required, House to sit at 1:00 p.m. for the review of Delegated Legislation pursuant to Standing Order 128(1).

For further information
contact the Journals Branch
(613) 992-2038

2000-11-27

doc
CA1
EA538
2001P12
EXF

b3566985 (E)
b3566997 (F)



The Parliament and DFAIT

January 2001

Cabinet and Parliamentary Affairs Division
Department of Foreign Affairs and International Trade

"The Parliament and DFAIT" has been prepared by Cabinet and Parliamentary Affairs (DCL), DFAIT and we would like to thank Natural Resources Canada for allowing us to use their educational module on Parliamentary Affairs as a model.

TABLE OF CONTENTS

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

FEB 18 2002

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

1. QUESTION PERIOD PROCESS
 - ▶ What is Question Period ?
 - ▶ The House - The Practices
 - ▶ Question Period Working Principles
 - ▶ Cabinet and Parliamentary Affairs Division
 - ▶ Anticipating the Issues
 - ▶ Question Period in the Senate

2. WHAT CONSTITUTES A GOOD Q&A
 - ▶ The Q&As
 - ▶ Format for Q&As
 - ▶ Examples

3. MEMBERS' STATEMENTS
 - ▶ What is a Member's Statement?

4. ADJOURNMENT DEBATES / LATESHOWS
 - ▶ What is an Adjournment Debate?

5. TABLING OF DOCUMENTS
 - ▶ What is the tabling of documents?

6. OPPOSITION DAYS
 - ▶ What are Opposition Days?

7. COMMITTEES OF THE HOUSE OF COMMONS & SENATE
 - ▶ What are the committees of the House and Senate?
 - ▶ Different forms of committees
 - ▶ Powers of committees
 - ▶ DFAIT and committees of the House and Senate

8. ANNEX
 - ▶ Opening of the 37th Parliament
 - ▶ House of Commons 2001 Parliamentary Calendar
 - ▶ House of Commons Daily Order of Business
 - ▶ List of Senate & House of Commons Standing Committees ..
 - ▶ Official Opposition Shadow Cabinet and Critics
 - ▶ Bloc Quebecois, NDP, and PC Critics
 - ▶ Senate & House of Commons Committee Room Layout
 - ▶ Cabinet and Parliamentary Affairs Staff

62982181

62982143

1. QUESTION PERIOD PROCESS



What is Question Period?

A daily opportunity for the Opposition to question the Government on public issues. Questions are to be addressed to Ministers and are expected to involve matters of urgency.

Monday to Thursday: 2:15 p.m. - 3:00 p.m.
Friday: 11:15 a.m. - 12:00 p.m.

- Nationally televised - both official languages
- Subject to extensive media scrutiny
- Highly political



The House - The Practices

- The Speaker has a list of 20–25 questions
- 4 Opposition parties competing to make headlines
- The process:

Canadian Alliance

Lead Question: - 2 Supplementary questions
Question 2: - 1 Supplementary question



Bloc Québécois

Question 3: - 1 Supplementary question
Question 4: - 1 Supplementary question



New Democratic Party

Question 5: - 1 Supplementary question



Progressive Conservative Party

Question 6: - 1 Supplementary question

- On a typical day questions are distributed as follows:



7-8 questions



7-8 questions



3-4 questions



3-4 questions



1-2 questions

- The Questioner has 2 minutes maximum



Minister has 30 seconds to answer -
time for 2-3 short sentences or 1-2
bullets from the Q&A



Question Period Working Principles

- Cabinet and Parliamentary Affairs requests for Q&As have already been discussed and cleared with the Minister's Office.
- Q&As are used for Parliament and for the Department Relations with the Media.
- Divisions have consulted internally to fully cover an issue.
- Divisions will alert Cabinet and Parliamentary Affairs if there is a problem in preparing a note in a timely manner. Where it is not possible to provide a full and complete Q&A, Cabinet and Parliamentary Affairs will work with the Division to determine what partial information is required to equip the Minister with the information he needs to respond should a question be raised in the House.
- Delivery times for Q&As are Monday to Thursday no later than 11:00 am and Friday no later than 10:00 am.
- Division representatives will be available between 11:00 a.m.- 3:00 p.m. to answer any questions or to provide clarification on the Q&As if required (between 10am and 1pm on Friday).
- Divisions anticipate the issues (including upcoming events) and preparing Q&As in advance.
- Q&As are required for any day that the House is sitting whether the Minister is present in the House or the Parliamentary Secretary or another Minister will be answering on the Minister's behalf.
- Q&As are also required for any other day as the Minister is always subject to being questioned on matters relating to his Department. The Media Relations Service is also, 365 day a year, answering questions on behalf of the Department and the Minister.
- Where needed, Q&As are shared with PCO and other government departments.



BEFORE QP

- Review daily media.
- Consult with the Minister's Office on Q&As required.
- Provide advice to drafters on format, style and content of Q&As.
- Review Q&As in consultation with Minister's Office.
- Liaise with PCO when Q&As are needed for the Prime Minister, the Deputy Prime-Minister and the Leader of the Government in the Senate.

DURING QP

- Is available to respond to last minute requests from Minister's office.
- Monitor and report on what was asked and by whom.

AFTER QP

- Distribute a report on the issues raised during Question Period which have an impact on the Minister's portfolio.
- Provide Minister with additional information, follow-up on outstanding issues and request updated Qs&As as required.
- Monitor evening news.



**Danger, Conflict,
Human Interest**

Media
Armed Conflicts
Coup d'État
Accidents (Plane crash, earthquake)
Elections
International Conferences
Visits of Foreign Officials
Visits of Canadian Officials
Leaked Documents
Appointments
Access to Information Requests
Experts Pronouncements
Major Policy Issues
Press Release



Question Period in the Senate

Oral Questions

A daily opportunity for Senators to question the Leader of the Government in the Senate (Honourable Senator Carstairs) on public issues.

Tuesday to Thursday: 2:45 - 3:15 pm

- PCO is responsible for preparing the Leader of the Government in the Senate for QP.
- If an oral question cannot be answered immediately, the Leader of the Government in the Senate may take the question as notice. Responsible Departments will be asked to prepare a response to the question.

Example Question Posed during Question Period

June 27, 2000 Summit of the Americas 2000-01-Invitation to President of Cuba

Hon. Marcel Prud'homme: Honourable senators, some time ago, I asked the minister whether the Government of Canada was contemplating taking the initiative of recognizing North Korea. I have not yet had a response and I would like to have one shortly.

My question of today relates to a major event. As we know, the Summit of the Americas will be held in the historic French city of Quebec in the spring of 2001. I understand, and it is regrettable if true, that the host government, that is Canada, has not yet seen fit to extend an invitation to the President of Cuba, Fidel Castro. Would the minister be so kind as to indicate to his colleague that a number of senators are certainly of the opinion that President Castro should be invited to this very important summit and that it would be unthinkable for him not to be invited? It is the responsibility of the host country to issue invitations. Since Canada is that country, it is up to Canada to issue the invitation to President Castro.

There is a link between my two questions, since they both relate to international policy. When are we going to cease following others and when are we going instead to take the initiative of recognizing North Korea - and on this I would appreciate a response - and, second, could the minister possibly pass on this urgent message relating to this invitation to the Summit of the Americas to be held in Quebec City in 2001, a summit for which the Prime Minister of Canada will be the official host?

Hon. J. Bernard Boudreau (Leader of the Government): Honourable senators, I shall transmit that request and, indeed, the question that accompanies it with

respect to the attendance of President Castro. I extend apologies for the outstanding question with respect to North Korea, and I undertake to do my very best to have both of those answers back before we break at the end of the day on Thursday.

This past couple of weeks have proven more difficult than usual to contact the ministers involved, resulting in some delay. I shall make a special effort to answer those questions before we adjourn.

Example of Response during a Q&A period

September 21, 2000 Summit of the Americas 2000-01- Invitation of President of Cuba

(Response to question raised by Hon. Marcel Prud'homme on June 27, 2000)

The Honourable Dan Hays (Deputy Leader of the Government): The Summit of the Americas is a process that is driven by decisions adopted by consensus among its members. The countries of this hemisphere have together endorsed a position that sees Cuba excluded from participating in the Summit process until the Cuban government demonstrates an acceptance of democratic principles and norms respecting human rights.

The Cuban government's political behaviour since early 1999 - particularly its ideological tightening, its harassment of political activists and its lack of progress on basic rights such as freedom of expression - runs contrary to a process dedicated to democracy and economic integration.

Canada supports this hemispheric consensus. Indeed, one result of our policy review toward Cuba last year was to limit any Canadian support for deepening Cuba's involvement in the hemisphere until Cuba displays a will to proceed with political and economic reform.

Canada, however, still strongly believes in working with the Cuban government and Cuban society to encourage political and economic opening. Canadian engagement is designed to provide Cuba with the kind of assistance needed for a transition to a society where respect for human rights, genuinely representative government institutions and an open economy are fundamental.

2. WHAT CONSTITUTES A GOOD Q&A



The Q&As

- ⇒ Set out the facts of the specific case
- ⇒ Set out policy principles
- ⇒ Deal with the issue

I have understood the problem

I have a solution

I am implementing the solution



Format for Q&As

Date: Insert on the bottom right hand corner.

Subject: Keep title short, using uppercase. In a book of 100 Q&As, it is imperative that the titles be kept short.

Anticipated Question:

A short question which defines the central concern.

Suggested Reply:

Minister wants relevant facts in a concise manner; he will formulate his own response

30 seconds to answer - time for 2 -3 sentences or 1-2 bullets

- Limit the bullets in the Input for Response to 3-5.
- Use sub-headings when dealing with more than one aspect of an issue.
- Use subtitle "Responsive Only" for sensitive questions
- The information should be consistent with information given to PCO.
- The information should be consistent with other government departments.
- There should be no conflict with information released under ATIP.
- Not to exceed page two.

What's New :

Short paragraph explaining the most recent developments (media coverage, international conference etc.).

Background/Assesment:

Ministers request that particular attention be given to ensure that the assessment is as complete and detailed as possible. Include Canada's past and current actions and financial commitments, and all related information such as aid commitment and trade figures. When appropriate, refer to historical background.

The Background section of a Q & A:

- reveals all information
- specifies if information is confidential
- assesses the validity of the fact/charges/allegations
- tells the Minister the truth as clearly and as simply as possible
- uses layman's terms
- uses tables wherever appropriate

- not to exceed page three

Contact / Approval:

Insert the name, telephone number, division of the contact person who prepared the Q&A and the name of the individual who has approved the Q&A.

Also, while preparing Q&A, keep in mind the following:

- Do not comment on Cabinet matters or matters before the court but formulate a short answer explaining the facts and why the Minister can not comment further.
- Do not refer to the name of an MP (including Ministers) or the riding of a Minister. When referring to Ministers, use their title, not their name or riding name.
- Ensure information is suitable for public statement.
- Do not use acronyms for organizations.
- Do not refer to "the federal government" or to "DFAIT". Instead, use "the Government of Canada", or just plain "we".
- Please write in simple plain language using active not passive text. Pretend your are explaining something to someone for the very first time.
- Stick to the facts. Wherever possible, include:
 - commitments and action taken so far.
 - positive actions that DFAIT has recently taken to address the issue at hand.
 - include detailed results, recent public statements, visits or meetings by the Minister, and positive quotes, etc.).
- All Qs&As are to be classified "PROTECTED" at a minimum and sent electronically to the usual Q&A distribution on Outlook via SIGNET D.
- In the cases where it is necessary to include "Protected B", "Protected C", "Confidential", "Secret" or "Top Secret", it should be added to the Background/Assessment section **only** (and only that page should be reclassified accordingly). In these instances, two copies of the document should be delivered by-hand to DCL and then sent to the Q&A Distribution via C-4.

SUBJECT - SUJET

Prime Minister Chrétien's visit to Jamaica - CARICOM-Canada Summit

ANTICIPATED QUESTION - QUESTION PREVUE

What is the purpose of the Prime Minister's visit to Jamaica?

SUGGESTED REPLY- RÉPONSE SUGGÉRÉE

- *MR. CHRÉTIEN WILL BE IN MONTEGO BAY, JANUARY 18 AND 19 TO PARTICIPATE IN THE CARICOM MEETING.*
- *THE SUMMIT WAS INITIALLY SCHEDULED FOR SEPTEMBER 29, 2000, BUT WAS POSTPONED.*
- *THE MEETING WILL ALLOW THE PRIME MINISTER TO CONSULT REGIONAL LEADERS ON A LARGE RANGE OF ISSUES.*
- *MR CHRÉTIEN AND THE CARICOM LEADERS WILL ADDRESS REGIONAL ISSUES INCLUDING THE FTAA. THEY WILL EXCHANGE VIEWS ON OTHER ISSUES OF CONCERN TO SMALL STATES SUCH AS WSCHNWSK, INTERNATIONAL CRIME AND THE UNDCP AND UNHCR AND HIV/AIDS. GLOBAL ISSUES, SUCH AS UN REFORM, WILL ALSO BE DISCUSSED. ALSO THE PRIME MINISTER WILL BE ACCOMPANIED BY THE SECRETARY OF STATE FOR LATIN AMERICA AND AFRICA, DAVID KILGOUR AND A DELEGATION OF UP 30 CANADIAN OFFICIALS.*

PROTECTED C- PROTÉGÉ C

BACKGROUND/ASSESSMENT - ÉVALUATION

The Caribbean Community and Common Market (CARICOM) was established in 1973. Since then, membership has grown to include non-Commonwealth countries. CARICOM leads and co-ordinates political and economic initiatives.

Current CARICOM members are 13. Haiti's membership is close to being ratified.

Canadian ministers also meet regularly with their CARICOM counterparts, either individually or in a group.

Nearly 100,000 people from the Caribbean have emigrated to Canada over the past decade.

CARICOM is Canada's fourth largest trading partner in the hemisphere.

CARICOM benefits from an economic and trade development assistance program with Canada known as CARIBCAN. The program extends preferential, one-way, duty-free entry to over 95 per cent of the region's exports to Canada.

Canadian direct investment in the Caribbean totals close to \$25 billion. Canada's investment in CARICOM countries exceeds investment in all other countries except the United States and the United Kingdom.

CONSULTATION:

PREP. BY/PRÉP. PAR	Tel./Tél.	APPROVAL/APPROBATION	Tel./Tél.	DATE
---------------------------	------------------	-----------------------------	------------------	-------------

SUBJECT - SUJET

PRIME MINISTER CHRÉTIEN'S VISIT TO JAMAICA - CARICOM-Canada Summit
(LCR - 0010)

ANTICIPATED QUESTION - QUESTION PREVUE

What is the purpose of the Prime Minister's visit to Jamaica?

SUGGESTED REPLY- RÉPONSE SUGGÉRÉE

- The Prime Minister will be in Montego Bay, Jamaica, January 18 and 19 to participate in the Canada-Caribbean Community (CARICOM) Heads of Government Summit.
- The Summit was initially scheduled for September 29, 2000, but was postponed due to the death of former Prime Minister Pierre Trudeau.
- The meeting will allow the Prime Minister to consult regional leaders on the upcoming Summit of the Americas in Quebec City in April, as well as explore ways to strengthen trade and investment links.
- The Prime Minister and the CARICOM leaders will address regional issues including the Free Trade Area of the Americas. They will exchange views on other issues of concern to small states such as multilateral initiatives on offshore financial centres, international crime and HIV/AIDS. Global issues, such as UN reform, will also be discussed.
- The Prime Minister will be accompanied by the Secretary of State for Latin America and Africa.

WHAT'S NEW - DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

The Prime Minister will be in Montego Bay, Jamaica, January 18 and 19 to participate in the Canada-Caribbean Community (CARICOM) Heads of Government Meeting or Summit.

BACKGROUND/ASSESSMENT - ÉVALUATION

Canada has always had a special relationship with the countries of the Caribbean. Canadian leaders have a tradition of meeting periodically with Caribbean leaders to discuss issues of common concern. The last formal Canada-CARICOM Heads of Government Meeting took place in Nassau, Bahamas in 1998.

The Caribbean Community and Common Market (CARICOM) was established in 1973 to promote greater unity among countries of the Commonwealth Caribbean. Since then, membership has grown to include non-Commonwealth countries. CARICOM leads and co-ordinates political and economic initiatives. A major objective is to integrate members in a single market and economy by 2001. The CARICOM Secretariat is in Guyana.

Current CARICOM members are Antigua and Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Dominica, Grenada, Guyana, Jamaica, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Suriname, Trinidad and Tobago and Montserrat (a U.K. territory- not present at Summit). Haiti's membership is close to being ratified.

Canadian ministers also meet regularly with their CARICOM counterparts, either individually or in a group. Canada's Foreign Minister met with CARICOM foreign ministers in Trinidad in January 2000 and at the Organization of American States General Assembly in Windsor, Ontario, in June 2000. Canada's Trade Minister met with CARICOM trade ministers in Toronto in November 1999 while chairing the Free Trade Area of the Americas (FTAA) Trade Ministers' Meeting. Ministerial visits to and from the Caribbean are frequent.

Nearly 100,000 people from the Caribbean have emigrated to Canada over the past decade, contributing to a West Indian community estimated at 500,000.

CARICOM is Canada's fourth largest trading partner in the hemisphere, after Mexico, Brazil and Venezuela. Annual two-way merchandise trade between Canada and CARICOM countries was more than \$1 billion in 1999, with Canadian exports totalling \$441 million and imports \$621 million.

CARICOM benefits from an economic and trade development assistance program with Canada known as CARIBCAN. The program extends preferential, one-way, duty-free entry to over 95 per cent of the region's exports to Canada, with the exception of textiles, clothing, footwear and agricultural products subject to the application of tariffs under the World Trade Organization. CARIBCAN has been extended until 2007. In 1998, Canada passed legislation expanding the list of products to include methanol, lubricating oils, and travel bags.

Canadian direct investment in the Caribbean totals close to \$25 billion. Canada's investment in CARICOM countries exceeds investment in all other countries except the United States and the United Kingdom. The principal activity is financial services centred in Barbados and Bahamas. Canadian investment in Barbados alone totals \$16.8 billion.

CONSULTATION: LCR, LGDP

PREP. BY/PRÉP. PAR	Tel./Tél.	APPROVAL/APPROBATION	Tel./Tél.	DATE
Christine Pappas	996-5359	Louise Branch	996-5270	Jan 18/01

3. MEMBERS' STATEMENTS



What is a Member's Statement?

Members of Parliament may speak on matters of their choice for up to one minute. The Speaker follows very rigid timelines and a member may be cut off after 60 seconds. The opportunity to speak is allocated equally to private Members of all parties.

Members' Statements take place immediately prior to Question Period, Monday through Thursday at 2:00 pm, and Friday at 11:00 am.

Example Member's Statement

September 21, 2000 IRANIAN REVOLUTIONARY COURT

Mr. Irwin Cotler (Mount Royal, Lib.) : Mr. Speaker, I rise to express regret and concern at the decision of the Iranian Revolutionary Court to uphold the convictions of the 10 Iranian Jews, despite flagrant violations of the defendants' rights to a fair trial as guaranteed under Iranian law including: being held incommunicado in detention for over a year; denial of the right to the presumption of innocence; the absence of any evidence implicating the accused; denial of the right to counsel of their choice; and denial of the right to an independent judiciary as the Iranian Revolutionary Court serves as one and the same as investigator, prosecutor and judge.

This is justice delayed and justice denied. I call on Iranian authorities to vacate the convictions and release the accused, the whole in accordance with Iranian justice and Islamic law.

4. ADJOURNMENT DEBATES / LATESHOWS



What is an Adjournment Debate? (Lateshow)

Members who consider the answers they receive during Question Period unsatisfactory, may raise the questions again during the adjournment debate, providing they give written notice to the Speaker's Office no later than one hour following Question Period on the day the question was raised. If the matter has not been raised on or before the forty-fifth sitting day following the notice, it is deemed

Monday - Thursday: 6:30 - 7:00 p.m.

WHAT IS REQUIRED ?

A short speech is to be prepared to respond to the member's question (2 minutes maximum). The response should incorporate the answer the Minister gave in the House when the matter was raised. While it is not known when the late show debate will take place, it could take place as early as the next day. Adjournment debates are limited to 6 minutes in total. The member who raises the matter has a maximum of 4 minutes and the Parliamentary Secretary responding on behalf of the Minister has a maximum of 2 minutes.

5. TABLING OF DOCUMENTS



What is the tabling of documents?

Ministers (or Parliamentary Secretaries acting on behalf of the Minister) are required by statute, by Order of the House of Commons or by Standing Order to table certain documents in the House. In addition, Ministers may table documents when not required to do so but when he/she considers it be useful. The Government is required to table a response to a Parliamentary Committee report within 150 days of the publication of that report.

There are two ways of tabling documents. Tabling by the "front door" occurs when the Minister submits the document during Routine Proceedings in the House of Commons and makes a 30-second statement. A separate letter and copies are sent simultaneously to the Clerk of the Senate. A document tabled on the initiative of a Minister must be tabled by the "front door".

A "back door" tabling is done by a letter from the Minister to the Clerks of the Senate and House of Commons. The letter, along with two copies of the document, are hand delivered to each of the Clerks. A document required to be tabled by statute, resolution or other order may be tabled by either the "back door" or the "front door".

By request of the Ministers' offices, DCL is responsible for managing the tabling of all DFAIT documents. DCL is responsible for preparing and sending letters on behalf of the Minister to the Senate and House of Commons Clerks, asking them to table documents. For the tabling of a "Government Response" to a Committee report, DCL will coordinate the preparation of a letter from the Minister to the Chair of the Committee, presenting the response along with at least 25 copies, to be hand-delivered to the clerk of said committee at the time of tabling. For further guidance regarding what is required from DFAIT divisions with respect to the tabling of documents please contact Sylvie Blais in DCL at 944-0888.

6. OPPOSITION DAYS



What is an Opposition Day ?

Opposition Days are an invaluable parliamentary mechanism that helps maintain the government's accountability to the people of Canada. Many of the motions made on Opposition Days are voted on, which means they are confidence motions.

Each Bureau has designated a person to coordinate preparations for your sector in the event that an Opposition Day motion concerns your activities. This network of persons is essential for preparing for Opposition Days and the members of the network must be available on the eve of an Opposition Day to prepare any material required for the Ministers.

As a rule, 21 days per fiscal year are set aside for Opposition Days. It is up to the government to designate the days set aside for supply motions. Generally, the Government House Leader will rise on Thursday at 3 p.m., after Question Period, to announce the day that has been selected as an Opposition Day the following week.

Motions may deal with any matter falling within the jurisdiction of the Parliament of Canada, and the choice of questions to be debated is left up to the opposition parties.

Motions must be submitted the day before Opposition Day, prior to 6 p.m. Monday through Thursday, and prior to 2 p.m. Friday for debates to be held the following Monday.

The debates take place during periods allotted for "Government Orders" and are approximately six hours in length, if held on a Monday, Tuesday or Thursday. However, if the government decides that an Opposition Day will be held on a Wednesday or Friday, the debates are generally only one and a half to two hours in length.

The opposition MP who tables the motion is generally the first to address the House, presenting his or her party's position on the topic of debate in a twenty-minute speech. Each party then follows suit.

The rule is that each party in turn has a total of thirty minutes, but that addresses should be no longer than twenty minutes, to allow ten minutes for questions and comments. Often, two MPs from the same party will share the 20 minutes, each speaking for about ten minutes.

7. COMMITTEES OF THE HOUSE OF COMMONS AND THE SENATE



What are Committees and what do they do?

The House of Commons and Senate delegate most of the detailed study of proposed legislation and the scrutiny of government policy and programs to its committees.

There are four types of committees:

- **Committees of the Whole (House) :** As the name suggests, such committees are composed of the entire membership of the House of Commons. For the most part, Committees of the Whole examine appropriation bills. From time to time, the House sends other bills to the Committee of the Whole to expedite their passage.
- **Standing Committees:** These are committees appointed for the life of a Parliament to deal with subjects of continuing concern to the House. There are currently **19** standing committees. (See Appendices for a list of the Standing and Standing Joint Committees of the House of Commons.) For the most part, they parallel the government departments whose policy development, program administration and budgetary estimates they examine. Occasionally, the House may decide to send special inquiries to standing committees.
- **Special Committees:** Sometimes referred to as "task forces", special committees are appointed on an *ad hoc* basis by the House to study specific matters. Each special committee is established by a motion specifying its purpose and powers.
- **Joint Committees:** These committees are composed of members of both the House of Commons and the Senate. They may be appointed under the Standing Orders of each House (Standing Joint) or they may be created by special resolutions of the two Houses (Special Joint).
- **Sub-Committees :** Standing committees are free to delegate their responsibilities to any sub-committees they wish to create. Sub-committees may have all of the powers of the standing committee except the power to report directly to the House.

Powers of Committees:

Committees are given different kinds of powers by the House of Commons and Senate in relation to their specific tasks.

Committees have the power to:

- ▶ examine matters referred to it by the House
 - ▶ report to the House from time to time
 - ▶ send for persons, papers and records
- ▶ delegate to a sub-committee any of its powers except the power to report to the House
 - ▶ examine and inquire into the bill referred to it by the House
 - ▶ report the bill with or without amendments
 - ▶ study and report on all matters relating to the mandate, management and operation of government departments assigned to them
- ▶ review all Order in Council appointments referred to them
 - ▶ examine all permanently referred reports
- ▶ send for persons whom the committee considers competent to appear as witnesses on technical matters

Public servants who appear before committees do so as representatives of, and are subject to, the instructions of their Ministers.

Public servants may be prevented from answering certain questions relating to:

- confidential advice given to Ministers;
- the private affairs of individuals, companies or institutions on which information has been supplied in confidence;
- matters which are the subject of sensitive negotiations between governments;
- specific cases which are sub judice.

In those instances where the committee requires the testimony of a witness who has refused an invitation to appear, **the committee has the power, under the Standing Orders, to issue a formal summons.** Should a witness refuse to appear after a formal summons has been issued, or should a witness refuse to answer questions, the committee's only recourse is to report the matter to the House. **A witness who refuses to appear after having been issued formal summons will be held in contempt of the House.**

Parliamentary Committees and DFAIT

DFAIT officials are requested to appear before a Parliamentary Committee under the following circumstances:

- to support a Minister, usually speaking only when requested by the Minister
- to provide information on matters of departmental administration and management
- to explain government policy and the reasons behind it
- to provide technical or expert knowledge in reference to a legislation under a review or a study undertaken by the Committee

Format of a Committee hearing:

The Chairman: The presiding officer elected by the committee, usually from the governing party.

Two vice-chairmen: A Member of the government party and a Member of the Opposition.

- The Chair presides over the hearing to ensure fairness, order and decorum, but can also ask questions and engage in debate.
- Hearing may last from ninety minutes to two hours. Witnesses are expected to make a

brief opening statement of 5-10 minutes maximum, followed by rounds of questions from the members of the Committee, starting with the Official Opposition. Copies of the opening remarks in both official languages are to be distributed at the time of the meeting to all Committee members.

In Camera Meeting

Committee meetings are usually open to the public and the media. If a committee wishes to deliberate in private, it may decide to hold *in camera* meetings. Such meetings are usually ordered when the committee is considering some administrative matter such as a proposed budget, the hiring of staff, when it is drafting a report, or upon a request by witnesses when circumstances warrant.

The Role of Cabinet and Parliamentary Affairs (DCL)

DCL is the departmental point of contact for clerks and researchers of parliamentary committees seeking officials as witnesses. Officials who are contacted directly should make no commitments of availability and should refer the caller to DCL.

- DCL issues a '*call for witnesses*' and directly consults with involved divisions on all aspects of the planned appearance
- DCL brings the departmental concerns to the Committee through the Clerks
- DCL obtains Deputy Minister's approval of the proposed departmental witnesses
- DCL accompanies DFAIT officials to the committee session - DFAIT officials are most often at the Director General Level
- DCL tables all the written material, including an opening statement, with the Clerk of the Committee

The Role of DFAIT Officers

DFAIT officers in geographic and functional divisions work hand-in-hand with DCL through every stage of the process. As a result of this collaboration, DFAIT has earned a reputation for excellence with respect to witnesses and presentations at committee sessions.

When preparing materials for an appearance before a committee, please keep in mind that all statements, speaking notes/talking points to be tabled with the Clerk by federal government officials must be in both official languages, or the documents will not be distributed to the Committee members at the time of the meeting.

In the event that a backgrounder is being prepared for distribution to Committee members, please ensure that bilingual copies are delivered to DCL several days prior to the scheduled appearance. DCL will forward the documents to the Clerk, who will in turn distribute the documents prior to the meeting.

8. ANNEX

Opening of the 37th Parliament

Results of the November 27th, 2000 General Election

Liberal Party	Prime Minister Jean Chrétien	172 seats
Canadian Alliance	Official Opposition Leader Stockwell Day	66 seats
Bloc Québécois	Party Leader Gilles Duceppe	38 seats
New Democratic Party	Party Leader Alexa McDonough	13 seats
Progressive Conservatives	Party Leader Joe Clark	12 seats

47 new Members of Parliament were elected and 253 Members were re-elected to serve in the House of Commons.

The Members of the 37th Parliament will convene for the first time on January 29th, 2001.

Election of the Speaker of the House of Commons

The first item of business is the election by secret ballot of the Speaker of the House of Commons (previously the Honourable Mr. Gilbert Parent). No other business can proceed until the election of the Speaker has been completed.

Following the election of the Speaker, which often proceeds to multiple ballots, the House will adjourn until the following day, January 30th, 2001, for the Speech from the Throne and the official opening of Parliament.

The Speech from the Throne

The Speech from the Throne is delivered by the Governor General, Adrienne Clarkson, and it officially opens Parliament. Prior to the Speech from the Throne neither the House of Commons, nor the Senate can embark on any public business. The Speech details the Government's view of the country, the main issues and agenda of the coming session, and provides some indication of the legislation that will be brought forward by the Government.

Cabinet Ministers

During the dissolution of Parliament and following the election, Cabinet Ministers retain their role and title. Cabinet Ministers are not directly affected by elections as they hold a Ministry which is appointed by the Crown. Although most often the case, it is not necessary that Cabinet Ministers be elected officials. Ministers who lose their seats as a result of an election remain Cabinet Ministers until the Prime Minister appoints replacements.

On January 09/2001, the Prime Minister announced the appointment of three new Cabinet Ministers to replace those who lost their seats in the November 2000 election:

New Cabinet Minister	Ministry	Predecessor
Rey Pagtakhan	Secretary of State - Asia Pacific	Raymond Chan
Sharon Carstairs	Leader of the Government in the Senate	Senator Boudreau
Robert Thibault	Atlantic Canada Opportunities Agency	George Baker

Party Whips

The Party Whips are selected by the party and are responsible for party discipline:

Government	Marlene Catterall (Liberal)
Official Opposition	John Reynolds (CA)
BLQ	Stephane Bergerson
NDP	Yvon Godin
PC	Rick Borotsik

Membership of the Standing Committees

The membership of standing committees is determined by the **Standing Committee of Procedure and House Affairs** which is appointed on the first day of Parliament. Among the members of the Standing Committee of Procedure and House Affairs are the whips of all official parties. The committee must table a report detailing the membership of all standing and joint standing committees within 10 sitting days, which in turn must be adopted by the House. Committees must then convene for an Organization Meeting not more than ten sitting days following the adoption of the report, during which time a chairperson and two vice-chairs are elected. Committee membership must be an accurate reflection of party standings in the House of Commons.

Parliamentary Secretaries

Parliamentary Secretaries are Members of Parliament who are appointed to assist Ministers in prioritizing work, assisting the Minister to make policy announcements, meeting public delegations, shepherding legislation through committees, as well as representing and speaking for the Minister in the House of Commons when the Minister is absent. Parliamentary Secretaries are usually assigned to the Standing Committee having a mandate in their area of responsibility.

Parliamentary Secretaries

Parliamentary Secretary	Ministry	Minister
Mr. Mark Joseph Assad	Citizenship and Immigration	The Hon. Elinor Caplan
Mr. Eugene Bellemare	International Cooperation	The Hon. Maria Mina
Mr. Joe Jordon	Parliamentary Secretary to the Prime Minister	The Right Hon. Jean Chretien
Mr. Derek Vincent Lee	Parliamentary Secretary to the Leader of the Government in the House	The Hon. Don Boudria
Mr. Pat O'Brien	International Trade	The Hon. Pierre S Pettigrew
Mr. John Francis O'Reilly	National Defense	The Hon. Art Eggleton
Mr. Denis Paradis	Foreign Affairs	The Hon. John Manley

Projected Sitting Days

Standing Orders 24(1) and 28

JAN.							JANV.							FEB.							FÉV.							MAR.							MARS						
S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S							
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S							
	1	2	3	4	5	6					1	2	3								1	2	3																		
7	8	9	10	11	12	13	4	5	6	7	8	9	10	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	11	12	13	14	15	16	17							
14	15	16	17	18	19	20	11	12	13	14	15	16	17	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	18	19	20	21	22	23	24							
21	22	23	24	25	26	27	18	19	20	21	22	23	24	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	25	26	27	28	29	30	31							
28	29	30	31				25	26	27	28				25	26	27	28	29	30	31																					
APRIL							AVR.							MAY							MAI							JUNE							JUIN						
S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S							
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S							
	1	2	3	4	5	6			1	2	3	4	5								1	2																			
8	9	10	11	12	13	14	6	7	8	9	10	11	12	3	4	5	6	7	8	9	10	11*	12*	13*	14*	15*	16	10	11*	12*	13*	14*	15*	16							
15	16	17	18	19	20	21	13	14	15	16	17	18	19	10	11*	12*	13*	14*	15*	16	17	18*	19*	20*	21*	22*	23	17	18*	19*	20*	21*	22*	23							
22	23	24	25	26	27	28	20	21	22	23	24	25	26	17	18*	19*	20*	21*	22*	23	24	25	26	27	28	29	30	24	25	26	27	28	29	30							
29	30						27	28	29	30	31			24	25	26	27	28	29	30																					
JULY							JUIL.							AUG.							AOÛT							SEPT.							SEPT.						
S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S							
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S							
	1	2	3	4	5	6				1	2	3	4								1																				
8	9	10	11	12	13	14	5	6	7	8	9	10	11	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	9	10	11	12	13	14	15							
15	16	17	18	19	20	21	12	13	14	15	16	17	18	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	16	17	18	19	20	21	22							
22	23	24	25	26	27	28	19	20	21	22	23	24	25	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	23	24	25	26	27	28	29							
29	30						26	27	28	29	30	31	23	24	25	26	27	28	29	30							30														
OCT.							OCT.							NOV.							NOV.							DEC.							DÉC.						
S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S							
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S							
	1	2	3	4	5	6					1	2	3								1																				
7	8	9	10	11	12	13	4	5	6	7	8	9	10	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	9	10	11	12	13	14	15							
14	15	16	17	18	19	20	11	12	13	14	15	16	17	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	16	17	18	19	20	21	22							
21	22	23	24	25	26	27	18	19	20	21	22	23	24	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	23	24	25	26	27	28	29							
28	29	30	31				25	26	27	28	29	30	23	24	25	26	27	28	29	30	31						30	31													

* Possible extension of sittings (S.O. 27(1))

Note: Shaded areas indicates sitting days.



House of Commons Daily Order of Business

Weekly Schedule Parliamentary Business

Hours	Monday	Tuesday	Wednesday	Thursday	Friday
0.4167		Routine Proceedings		Routine Proceedings	Government Orders
:15		-----		-----	
:30		Government Orders		Government Orders	
:45					
0.4583	Private				Members Statements
:15	Members'				
:30	Business				Oral Questions
:45					
0.5					Routine Proceedings
:15					-----
:30	Government				Government Orders
:45	Orders				
0.042					
:15					
:30					Private
:45					Members'
0.083	Members Statements	Members Statements	Members Statements	Members Statements	Business
:15					
:30	Oral Questions	Oral Questions	Oral Questions	Oral Questions	
:45					
0.125	Routine Proceedings	Government Orders	Routine Proceedings	Government Orders	
:15	-----		-----		
:30	Government Orders		Notices of Motions for the Production of Papers		
:45			-----		
0.1667			Government Orders		
:15					
:30		Private	Private	Private	
:45		Members'	Members'	Members'	
0.2083		Business	Business	Business	
:15					
:30	Adjournment	Adjournment	Adjournment	Adjournment	
:45	Proceedings	Proceedings	Proceedings	Proceedings	



List of Standing Committees

Standing Committees of the House of Commons

- Aboriginal Affairs and Northern Development
- Agriculture and Agri-Food
- Canadian Heritage
- **Citizenship and Immigration**
- Environmental and Sustainable Development
- Finance
- Fisheries
- **Foreign Affairs and International Trade**
 - ▶ **Sub- committee on International Trade**
 - ▶ **Sub-committee on Human Rights**
- Government Operations
- Health
- Human Resources Development
- Human Rights and the Status of Persons with Disabilities
- Industry
- Justice and Legal Affairs
- **National Defense and Veterans Affairs**
- Natural Resources
- Procedure and House Affairs
- Public Accounts
- Transport

Standing Joint Committees

- Library of Parliament
- Official Languages
- Scrutiny of Regulations

Standing Committees of the Senate

- Aboriginal Peoples
 - ▶ Subcommittee on Aboriginal Economic Development in Relation to National Parks
- Agriculture and Forestry
 - ▶ Subcommittee on Forestry
- Banking, Trade and Commerce
- Energy, the Environment and Natural Resources
- Fisheries
- Foreign Affairs
- Internal Economy, Budgets and Administration
 - ▶ Subcommittee on Human Resources
- Legal and Constitutional Affairs
- National Finance
- Privileges, Standing Rules and Orders
- Selection Committee
- Social Affairs, Science and Technology
 - ▶ Subcommittee to Update “of Life and Death”
 - ▶ Subcommittee on Veterans Affairs
- Special Committee on Illegal Drugs
- Special Senate committee on Bill C-20
- Transport and Communications
 - ▶ Subcommittee on Communications
 - ▶ Subcommittee on Transportation Safety



Canadian Alliance Shadow Cabinet

Canadian Alliance Shadow Cabinet and Critics of DFAIT Related Committees

Leader of the Official Opposition	Stockwell Day
Chair of the Opposition Caucus	Deborah Grey
Opposition House Leader	Chuck Strahl
	Grant McNally
Question Period Coordinator	Gerry Ritz
Opposition Whip	John Reynold
Deputy Whip	Garry Breitkreuz
Globalization and Competiveness Task Force	Deepak Obhrai, Chair
Canadian International Development	Deepack Obhrai, Chief Critic
Citizenship and Immigration	Inky Mark, Chief Critic Lynne Yellich, Deputy Critic
Foreign Affairs	Monty Solberg, Chief Critic Keith Martin, Deputy Critic James Moore, Asia Pacific
International Trade	Gary Lunn, Chief Critic Rick Casson, Deputy Critic
National Defense	Art Hanger, Chief Critic Rob Anders, Leon Benoit, Peter Goldring, Deputy Critics



Bloc Quebecois, NDP & PC Shadow Cabinets

Bloc Quebecois, NDP and PC Critics of DFAIT Related Committees

Committee	Bloc Quebecois	NDP	PC
Party Leader	Guilees Duceppe	Alexa McDon	Joe Clark
Party Whip	Stephane Bergeron	Yvon Godin	Rick Borotsik
Deputy Whip	Michel Guimond	Not Released	N/A
Party House Leader	Michel Gauthier	Not Released	Peter MacKay
Deputy House Leader		Not Released	André Bachand
Citizenship & Immigration	Madeleine Dalphond Guiral	Not Released	John Herron
Foreign Affairs	Francine Lalonde	Not Released	Bill Casey
Africa/Latin Am.	Yves Rocheleau	Not Released	Bill Casey
Asia Pacific	Antoine Dubé	Not Released	Bill Casey
Le Francophonie	Benoit Sauvageau	N/A	N/A
International Development	Stephan Tremblay	Not Released	N/A
International Trade	Pierre Paquette	Not Released	Bill Casey
National Defense	Claude Bachand	Not Released	Elsie Wayne

DAILY ORDER OF BUSINESS

HOURS	MONDAY	TUESDAY	WEDNESDAY	THURSDAY	FRIDAY	HOURS
10:00 - 11:00		Routine Proceedings		Routine Proceedings	Government Orders	10:00 - 11:00
11:00 - 11:15	Private Members' Business (4)				Members' Statements	11:00 - 11:15
11:15 - 12:00					Oral Questions	11:15 - 12:00
12:00 - 1:00					Routine Proceedings (1)	12:00 - 1:00
1:00 - 1:30	Government Orders	Government Orders (2)	Review of Delegated Legislation (5)	Government Orders (2)	Government Orders (2)	1:00 - 1:30
1:30 - 2:00						1:30 - 2:00
2:00 - 2:15	Members' Statements	Members' Statements	Members' Statements	Members' Statements	Private Members' Business (4)	2:00 - 2:15
2:15 - 2:30	Oral Questions	Oral Questions	Oral Questions	Oral Questions		2:15 - 2:30
2:30 - 3:00						2:30 - 3:00
3:00 - 5:30	Routine Proceedings (1) Government Orders (2)	(1) Government Orders (2)	Routine Proceedings (1) Notices of Motions for the Production of Papers Government Orders (2)	(1) Government Orders (2)		3:00 - 5:30
5:30 - 6:30		Private Members' Business (4)	Private Members' Business (4)	Private Members' Business (4)		5:30 - 6:30
6:30 - 7:00	Adjournment Proceedings (3)	Adjournment Proceedings (3)	Adjournment Proceedings (3)	Adjournment Proceedings (3)		6:30 - 7:00

- (1) Possible extension of Routine Proceedings to complete Introduction of Government Bills pursuant to Standing Order 30(4).
- (2) Possible extension pursuant to Standing Order 33(2) respecting Ministerial Statements.
- (3) Possible delay pursuant to Standing Order 33(2) respecting Ministerial Statements.
- (4) Possible delay or rescheduling pursuant to Standing Order 30(7) to compensate for a delay or an interruption of more than 30 minutes, and pursuant to Standing Order 33(2) respecting Ministerial Statements.
- (5) If required, House to sit at 1:00 p.m. for the review of Delegated Legislation pursuant to Standing Order 128(1).

For further information
contact the Journals Branch
(613) 992-2038

2000-11-27

ORDRE QUOTIDIEN DES TRAVAUX

HEURE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	HEURE
10h00 – 11h00		Affaires courantes ordinaires		Affaires courantes ordinaires	Ordres émanant du gouvernement	10h00 – 11h00
11h00 – 11h15	Affaires émanant des députés (4)	----		----	Déclarations de députés	11h00 – 11h15
11h15 – 12h00					Questions orales	11h15 – 12h00
12h00 – 13h00					Affaires courantes ordinaires (1) ----	12h00 – 13h00
13h00 – 13h30	Ordres émanant du gouvernement	Ordres émanant du gouvernement (2)	Examen des décrets-lois (5)	Ordres émanant du gouvernement (2)	Ordres émanant du gouvernement (2)	13h00 – 13h30
13h30 – 14h00						13h30 – 14h00
14h00 – 14h15	Déclarations de députés	Déclarations de députés	Déclarations de députés	Déclarations de députés	Affaires émanant des députés (4)	14h00 – 14h15
14h15 – 14h30	Questions orales	Questions orales	Questions orales	Questions orales		14h15 – 14h30
14h30 – 15h00						14h30 – 15h00
15h00 – 17h30	Affaires courantes ordinaires (1) ---- Ordres émanant du gouvernement (2)	(1) ---- Ordres émanant du gouvernement (2)	Affaires courantes ordinaires (1) ---- Avis de motions portant production de documents ---- Ordres émanant du gouvernement (2)	(1) ---- Ordres émanant du gouvernement (2)		15h00 – 17h30
17h30 – 18h30		Affaires émanant des députés (4)	Affaires émanant des députés (4)	Affaires émanant des députés (4)		17h30 – 18h30
18h30 – 19h00	Délibérations sur la motion d'ajournement (3)	Délibérations sur la motion d'ajournement (3)	Délibérations sur la motion d'ajournement (3)	Délibérations sur la motion d'ajournement (3)		18h30 – 19h00

- (1) Prolongation possible des Affaires courantes ordinaires afin de compléter les délibérations sous « Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » conformément à l'article 30(4) du Règlement.
- (2) Prolongation possible conformément à l'article 33(2) du Règlement concernant les déclarations ministérielles.
- (3) Délai possible conformément à l'article 33(2) du Règlement concernant les déclarations ministérielles.
- (4) Délai ou reprise possible conformément à l'article 30(7) du Règlement, pour un délai ou une interruption de plus de 30 minutes, et conformément à l'article 33(2) du Règlement concernant les déclarations ministérielles.
- (5) S'il y a lieu, la Chambre se réunit à 13h00 pour l'examen des décrets-lois conformément à l'article 128(1) du Règlement.

Pour de plus amples renseignements,
s'adresser à la Direction des journaux
(613) 992-2038

Projected Order of Business

(subject to change without notice)

Ordre projeté des travaux

(sous réserve de changement sans préavis)

Monday, October 23, 2000

Le lundi 23 octobre 2000

11:00 a.m.

PRIVATE MEMBERS' BUSINESS

M-367 — Mr. Goldring (Edmonton Centre-East) — Depleted uranium

Length of speeches, pursuant to Standing Order 95(2):

Member moving motion — 15 minute maximum.

All other Members — 10 minute maximum.

Member moving motion — 5 minute right of reply to conclude the debate.

12:00 noon

GOVERNMENT ORDERS

Government Bills (Commons)

C-15 — The Minister of Foreign Affairs — An Act to amend the International Boundary Waters Treaty Act — Second reading (resuming debate)

Length of speeches, pursuant to Standing Order 74:

All Members (except the Prime Minister and the Leader of the Opposition) —

During the next 4 hours and 20 minutes of debate — 20 minute maximum and speeches are subject to a 10 minute question and comment period.

After the period of debate referred to above — 10 minute maximum.

2:00 p.m.

STATEMENTS BY MEMBERS

Length of statements — one minute maximum.

2:15 p.m. — (not later than)

ORAL QUESTIONS

3:00 p.m.

DAILY ROUTINE OF BUSINESS:

Tabling of Documents
Statements by Ministers
Presenting Reports from Inter-parliamentary Delegations
Presenting Reports from Committees
Introduction of Government Bills
Introduction of Private Members' Bills
First reading of Senate Public Bills
Motions
Presenting Petitions (15 minutes maximum)
Questions on Order Paper

APPLICATIONS FOR EMERGENCY DEBATES

GOVERNMENT ORDERS

See list under this same heading earlier today.

6:30 p.m.

PROCEEDINGS ON THE ADJOURNMENT MOTION

Divided into 5 periods of 6 minute maximum:

Member raising the question — 4 minute maximum.

Minister or Parliamentary Secretary replying — 2 minute maximum.

11 h

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

M-367 — M. Goldring (Edmonton-Centre-Est) — Uranium appauvri

Durée des discours, conformément à l'article 95(2) du Règlement :

Député qui propose la motion — maximum de 15 minutes.

Tous les autres députés — maximum de 10 minutes.

Député qui propose la motion — droit de réplique de 5 minutes pour clore le débat.

12 h

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Projets de loi émanant du gouvernement (Communes)

C-15 — Le ministre des Affaires étrangères — Loi modifiant la Loi du traité des eaux limitrophes internationales — Deuxième lecture (reprise du débat)

Durée des discours, conformément à l'article 74 du Règlement :

Tous les députés (à l'exception du premier ministre et du chef de l'Opposition) —

Durant les prochaines 4 heures et 20 minutes de débat — maximum de 20 minutes et les discours peuvent faire l'objet d'une période de questions et d'observations de 10 minutes.

Après la période de débat mentionnée ci-dessus — maximum de 10 minutes.

14 h

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Durée des déclarations — maximum d'une minute.

14 h 15 — (au plus tard)

QUESTIONS ORALES

15 h

AFFAIRES COURANTES ORDINAIRES :

Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Présentation de rapports de délégations interparlementaires
Présentation de rapports de comités
Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement
Dépôt de projets de loi émanant des députés
Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat
Motions
Présentation de pétitions (maximum de 15 minutes)
Questions inscrites au Feuilleton

DEMANDES DE DÉBATS D'URGENCE

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Voir la liste sous cette même rubrique plus tôt aujourd'hui.

18 h 30

DÉLIBÉRATIONS SUR LA MOTION D'AJOURNEMENT

Temps divisé en 5 périodes d'une durée maximale de 6 minutes :

Député qui soulève la question — maximum de 4 minutes.

Ministre ou secrétaire parlementaire qui donne la réplique — maximum de 2 minutes.

7:00 p.m.

ADJOURNMENT OF THE HOUSE

19 h

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE

PROJECTION FOR SUBSEQUENT DAYS

TUESDAY, OCTOBER 24, 2000

Business of Supply

3rd allotted day

Private Members' Business

C-201 — Mr. McTeague (Pickering--Ajax--Uxbridge) — (*Former title: An Act to amend the Competition Act (protection of those who purchase products from vertically integrated suppliers who compete with them at retail)*) — Report stage

WEDNESDAY, OCTOBER 25, 2000

Private Members' Business

C-297 — Mr. Cadman (Surrey North) — An Act to amend the Young Offenders Act — Third reading (resuming debate)

THURSDAY, OCTOBER 26, 2000

Private Members' Business

C-334 — Mr. Reynolds (West Vancouver--Sunshine Coast) — An Act to amend the Criminal Code (wearing of war decorations) — Second reading (resuming debate)

FRIDAY, OCTOBER 27, 2000

Private Members' Business

M-39 — Mr. Benoit (Lakeland) — Elections on Indian reserves

PROJECTION POUR LES PROCHAINS JOURS

LE MARDI 24 OCTOBRE 2000

Travaux des subsides

3^e jour désigné

Affaires émanant des députés

C-201 — M. McTeague (Pickering--Ajax--Uxbridge) — (*Ancien titre : Loi modifiant la Loi sur la concurrence (protection des acquéreurs de produits de fournisseurs intégrés qui leur font concurrence sur le marché de détails)*) — Étape du rapport

LE MERCREDI 25 OCTOBRE 2000

Affaires émanant des députés

C-297 — M. Cadman (Surrey-Nord) — Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants — Troisième lecture (reprise du débat)

LE JEUDI 26 OCTOBRE 2000

Affaires émanant des députés

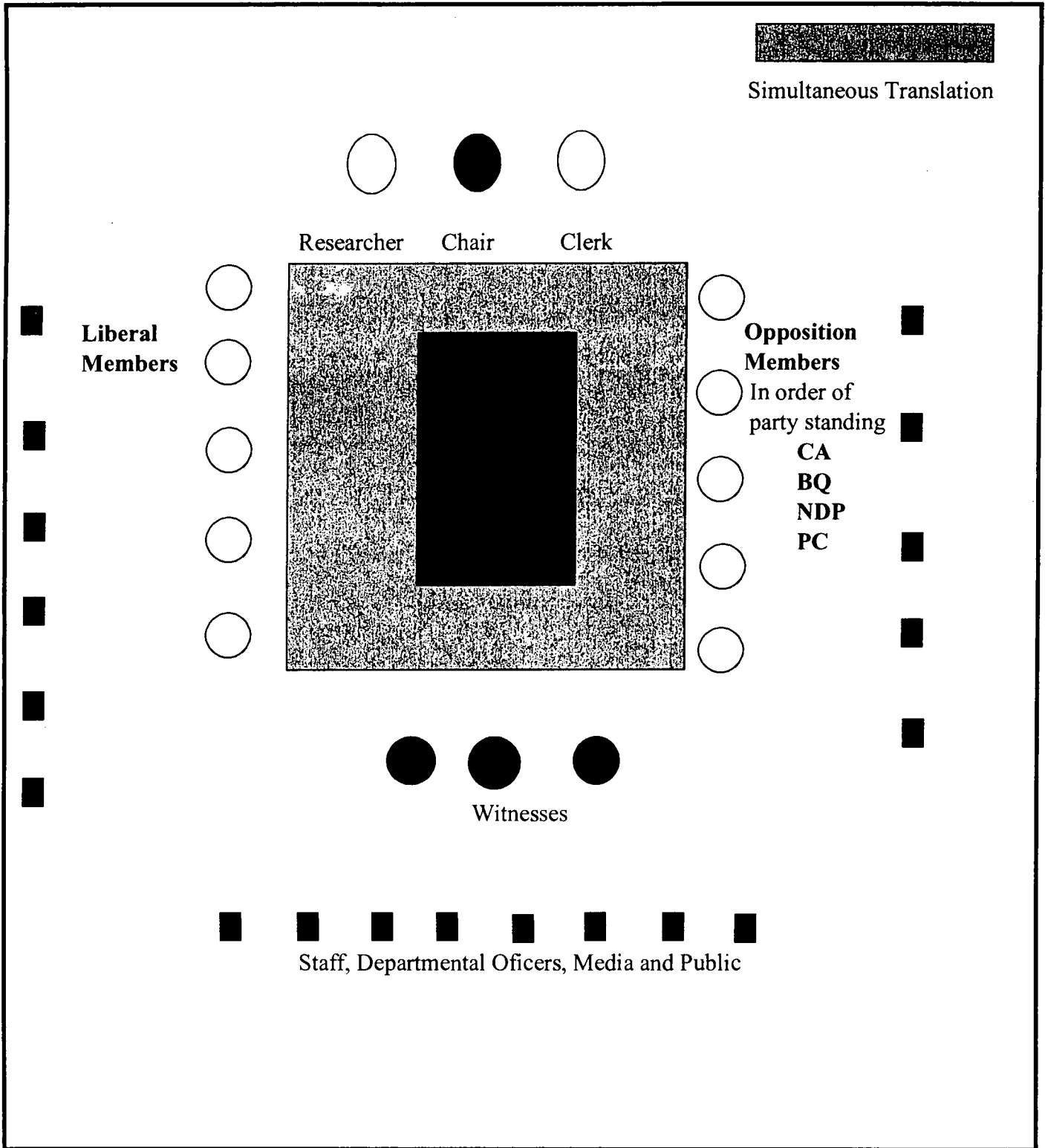
C-334 — M. Reynolds (West Vancouver--Sunshine Coast) — Loi modifiant le Code criminel (port de décorations militaires) — Deuxième lecture (reprise du débat)

LE VENDREDI 27 OCTOBRE 2000

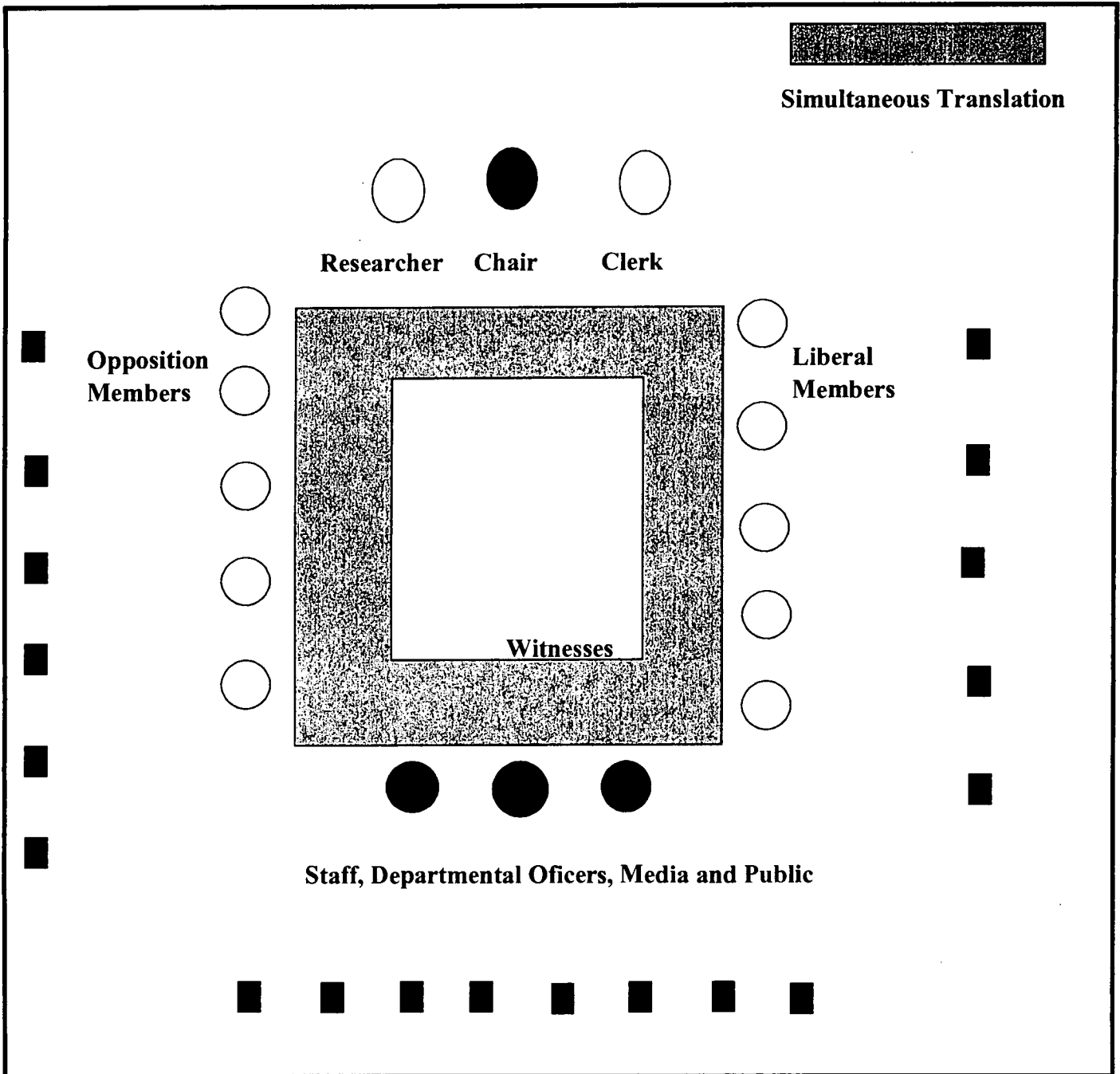
Affaires émanant des députés

M-39 — M. Benoit (Lakeland) — Élections dans les réserves indiennes

House of Commons Committee Room Layout



Senate Committee Room Layout





DCL Contact List

Department of Foreign Affairs and International Trade
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Cabinet and Parliamentary Affairs Division (DCL)
Direction responsable de la liaison avec le Cabinet et des affaires parlementaires

Tower A - 6th Floor/ Tour A - 6e étage
Fax: 944 - 0665

Name	Title	Telephone	Email
Roxanne Dubé	Director	944-0384 cell: 290-0276	roxanne.dube@dfait-maeci.gc.ca
Jim Lynch	Deputy Director	944-0627 cell: 794-1326	james.lynch@dfait-maeci.gc.ca
Danuta Tardif	Senior Parliamentary Liaison Officer, Parliamentary Committees, NATO Parliamentary Association	944-5153 cell: 795-2720	danuta.tardif@dfait-maeci.gc.ca
Yannick Lamonde	Senior Parliamentary Liaison Officer, QP, Opposition Days, Parliamentary Debates	944-0666 cell: 293-6779	yannick.lamonde@dfait-maeci.gc.ca
Sylvie Blais	Parliamentary Affairs Coordinator, QP, Tabling Parliamentary Returns, Private Members' Business, Late Shows	944-0888 cell: 293-6775	sylvie.blais@dfait-maeci.gc.ca
Jennifer Hart	Parliamentary Liaison Officer, Parliamentary Associations, Parliamentary, Departmental Requests	996-7541	jennifer.hart@dfait-maeci.gc.ca
Yacine Frowd	Administrative Assistant	944 -0389	yacine.frowd@dfait-maeci.gc.ca